

DOCUMENTS D'HISTOIRE

PÉTAIN
ET
LA CINQUIÈME COLONNE



ÉDITIONS DU FRANC-TIREUR

PRIX : 15 FRANCS

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I : Vaincus ? Non ! vendus.

CHAPITRE II : La trahison de Pétain :

Témoignages sur le défaitisme de Pétain.

L'honneur de Ferdonnet.

La campagne : Pétain au pouvoir.

Le chef de la Cagoule.

L'ambassade de Madrid.

« Ils auront besoin de moi en Mai ».

La défaite souhaitée, l'armistice béni...

Le coup du « Massilia ».

CHAPITRE III : La Cinquième Colonne avant la guerre.

La conception de l'opinion.

Les agents d'Hitler et leurs serviteurs.

Munich.

CHAPITRE IV : La Cinquième Colonne pendant la guerre.

La « drôle de guerre ».

La propagande Ferdonnet.

La préparation de la débâcle.

CHAPITRE V : La Cinquième Colonne après l'armistice.

La « Révolution Nationale ».

Manœuvres sur l'Amérique.

CHAPITRE VI : Face à la Trahison, la Résistance.

CONCLUSIONS : LA FRANCE peut travailler le front haut à la construction du monde nouveau.

« A nous de concilier, dans notre construction révolutionnaire, le collectivisme qui est justice, la liberté qui est noblesse. »

CHAPITRE I

VAINCUS ? NON : VENDUS

« Nous sommes trahis ». Tel est le cri qui, en Juin 1940, monta de toutes les villes, de tous les villages de France.

Ce que criait un peuple indigné, l'évidence le criait aussi : comment expliquer, sinon par une trahison monstrueuse, le spectacle auquel on venait d'assister ?

Pendant des mois et des mois, les chefs militaires avaient répété que la ligne Maginot et la ligne Daladier étaient pareillement inviolables, que, si l'armée allemande était assez folle pour les attaquer, elle serait taillée en pièces. Là-dessus, l'attaque s'était produite et, au premier choc, la ligne inexpugnable avait cédé : un court essai de résistance sur l'Aisne et la Somme, puis l'armée avait reçu l'ordre de repli ; Paris avait été déclaré ville ouverte ; la retraite s'était changée en débâcle ; la France avait vu, sur les routes, des officiers abandonnant leurs troupes s'enfuir en auto vers le Sud.

Enfin, à l'heure où, ça et là, des troupes et des chefs héroïques, dont l'histoire retiendra les noms, tentaient d'enrayer l'organisation de la déroute, une voix chevrotante avait balbutié :

— Il faut déposer les armes...

Et c'avait été l'armistice, cet armistice dont chaque clause faisait pleurer de honte et de rage, cet armistice qui livrait en pâture à l'ennemi deux millions de prisonniers, les richesses nationales, l'honneur de la France.

Cela au pays de Gergovie, de Roncevaux, de Bouvines, du siège d'Orléans, de Marignan, de Rocroi ! Au pays de Valmy, de Fleurus, de la campagne de France, de Bapaume, de la Marne, de Verdun ! Au cœur de cette France qui, durant des siècles, avait connu tour à tour les plus hauts triomphes et les pires revers, mais qui jamais n'avait fléchi, jamais, aux heures les plus sombres, n'avait accepté la défaite !

« Nous sommes trahis ». Ce cri qui montait à toutes les lèvres exprimait la pensée profonde d'un peuple qui n'acceptait pas de se reconnaître dans l'abjection de ses prétendus chefs, qui, vendu, serrait les dents et déjà tressaillait d'espoir en écoutant la voix qui franchissait la mer : « Ici, le Général de Gaulle !... »

Bien entendu, à ce cri populaire s'opposait aussitôt la voix chevrotante. Coûte que coûte, il fallait nier l'évidente trahison. Le triste Pétain bêlait :

— Vous n'êtes ni vendus, ni trahis...

Sur son ordre, la Propagande se mettait au travail et pour sauver les traîtres en même temps que pour briser la fierté nationale, l'esprit de résistance, elle répandait le slogan pétainiste :

— Vous n'êtes pas vendus, vous êtes des vaincus !

Avec sadisme les Vichysois ressassaient ce dernier mot : « Des vaincus ! Des vaincus ! Des vaincus !

Après quoi ils donnaient gravement ce qu'ils appelaient les raisons de la défaite :

La France a été vaincue parce qu'elle était une république démocratique, et les démocraties ne peuvent tenir tête, sur les champs de batailles, au fascisme invincible ;

la France a été vaincue parce que son Parlement avait refusé aux chefs militaires les hommes et les armes dont ils avaient besoin ;

la France a été vaincue, parce qu'elle était devenue un pays de jouisseurs abrutis par l'alcoolisme, incapables d'élan et de sacrifices.

Faut-il répondre ?

Oui, sans doute, sur un point, le plaidoyer des traîtres disait vrai : l'armée française manquait de chars et d'avions.

Mais, d'abord, à qui la faute ?

Au Parlement ? Aux Ministres ? Non. Si lourdes que soient, par ailleurs, leurs fautes, on ne peut leur faire grief d'avoir fait confiance aux techniciens. Les responsables, ce sont les vieillards de l'Etat-Major qui s'obstinaient en 1938, à préparer la guerre de 1918 ; ce sont les doctrinaires imbéciles qui s'accrochaient à la théorie des lignes inviolables et qui, Pétain en tête, opposaient à de Gaulle, aux novateurs, aux théoriciens de l'avion et du char, leur orthodoxie sénile et têtue.

Que la responsabilité de ces fossiles soit lourde, nul ne le nie. Mais le manque d'avions et de chars, si grave fût-il ne suffit pas à expliquer l'effondrement de 1940. En effet, si peu qu'on eût d'appareils, on pouvait, on devait tout au moins les utiliser tous : or, c'est un fait que des centaines d'avions et de chars sont demeurés inemployés et ont été remis intacts à l'ennemi.

C'est un fait aussi — mis en claire lumière par le procès de Riom — que l'armée française disposait d'une artillerie magnifique et de stocks de munitions formidables. Avec ce matériel il était pour le moins possible d'organiser une longue résistance, de sauver l'honneur, comme on l'avait fait en 1871.

Non seulement on ne l'a pas fait, mais on n'a pas tenté de le faire : dès la bataille de la Somme, tandis que la France se raidissait dans un sursaut de résistance, Pétain et Weygand réclamaient l'armistice.

C'est, disent-ils, qu'on manquait d'hommes.

Dans son plaidoyer du 20 juin, Pétain déclare que, s'il a capitulé, c'est parce que, en 1940, il n'avait plus que 2.780.000 hommes, alors qu'en 1918 il en avait 3.280.000, et, en outre, 85 divisions britanniques, 58 divisions italiennes, 42 divisions américaines.

Ces chiffres impressionnent mais ce que Pétain omet d'ajouter c'est que, en 1914, au lendemain de Charleroi, Joffre n'avait ni 85 divisions britanniques, ni une seule division italienne, ni une seule division américaine : Joffre pourtant avait tenu.

S'il était établi qu'en Juin 1940 l'armée française manquait vraiment d'hommes, que penser des chefs militaires qui, moins d'un mois avant l'offensive, licenciaient bruyamment deux classes, sous prétexte que les dépôts regorgeaient de monde ? Que penser du général Weygand qui, sous le même prétexte, quelques semaines plus tôt, réclamait des centaines de milliers d'hommes pour une folle guerre contre l'U.R.S.S. ?

Mais avant de justifier l'armistice infâme par le manque d'hommes, il faudrait du moins établir que le Haut Commandement avait

utilisé pour la résistance tous ceux dont il disposait. Or, il n'avait rien fait de tel.

En 1914, sous Joffre, les hommes des dépôts avaient été, à toute vitesse lancés vers le Nord et jetés dans le combat. En 1940, sous Weygand et Pétain, les hommes des dépôts étaient, à toute vitesse, lancés vers le sud et éloignés des champs de bataille.

Bien plus, un nombre formidable de soldats qui étaient dans la zone des armées et qui ne demandaient qu'à se battre, étaient, eux aussi, dirigés sur le Midi et ils y arrivaient, sans officiers, sans armes, sans vivres, et sans avoir vu l'ennemi.

Eussent-ils été deux fois plus nombreux, qu'auraient pu faire nos soldats, dès l'instant que, chaque fois qu'ils allaient engager la lutte, l'ordre de repli surgissait ?

De même qu'on se plaignait de manquer d'avions et de chars et qu'on n'utilisait pas ceux qu'on avait, on se plaignait de manquer d'hommes et on n'employait pas ceux dont on disposait.

La conclusion s'impose : ce n'est pas le manque d'armes, ce n'est pas le manque d'hommes qui ont provoqué la débâcle : c'est le parti-pris de ne pas utiliser les armes, c'est le parti-pris de ne pas employer les hommes.

La grande fuite n'a pas été le résultat d'un état de fait : elle a été le résultat d'un plan.

Restent, il est vrai, les deux arguments-massues des Vichyssois : « la République était battue d'avance, parce qu'elle était la République », « le peuple français méritait sa défaite parce qu'il était devenu un peuple de jouisseurs alcooliques ».

Sur le premier thème on a eu les variations de Maurras, de l'homme qui, après avoir réclamé le partage de l'Allemagne, se faisait, aux applaudissements de Berlin, le champion de Montoire. On a eu les palabres de la bande Carbuccia, de la bande Doriot, de la bande La Rocque, d'un tas de renégats qui, comblés de faveurs par la République, se retournaient contre elle à l'heure de l'épreuve, d'un tas de valets qui, pour plaire au vainqueur et mériter des pourboires, chantaient le fascisme invincible et bavaient sur la Démocratie.

Mais est-il besoin de répondre à ces sottises ?

N'est-ce pas la première République qui, aux temps de la Révolution, avait, sur vingt champs de bataille, battu les tyrans ?

N'est-ce pas la Troisième République qui, en 1918, avec une Constitution exactement semblable à celle de 1940, avait rendu à la France les trois départements d'Alsace et de Lorraine ?

Sourds à cette voix des faits les Vichyssois déclaraient, en Juin 1940, que l'Angleterre, parce qu'elle était une démocratie, allait être envahie dans les quinze jours. Deux ans après ils démontraient docilement que l'U.R.S.S., parce qu'elle était une union de républiques, serait écrasée par l'Axe. Mais, à l'heure où nous écrivons ces lignes, le fascisme italien n'est plus qu'un souvenir et les troupes du nazisme invincible plient devant la poussée soviétique.

A la lumière de ces résultats on peut mesurer la valeur de l'argumentation vichyssoise.

Reste le dernier slogan pétainiste : la France a été vaincue parce qu'elle méritait sa défaite, parce qu'elle était devenue une nation dégénérée.

La plume grince quand on rapporte cette légende infâme. Sans doute il était courant outre-Rhin de représenter la France comme un pays pourri, mais du moins il semblait impossible qu'un Français, quelle que fût la violence de ses passions partisans, s'associât jamais à cette campagne de diffamation et de calomnie.

Pourtant, nous avons vu cela.

Nous avons vu, à l'heure où la France blessée devait être plus chère à tous ses enfants, un misérable se mêler à la bande des insulteurs, faire chorus avec l'ennemi et baver sur la patrie:

Dans un appel du 23 Juin 1940, Pétain déclare que, si l'on a été battu, c'est parce que « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice ».

Dans un message du 30 Août, Pétain dénonce, parmi les causes ayant provoqué le désastre « la démoralisation et la désorganisation qui, comme une gangrène, avaient envahi le corps de l'Etat, en y introduisant la paresse et l'incompétence ».

Dans un article du 15 Août 1940, Pétain déclare que la culture française était « une pseudo-culture purement livresque, conseillère de paresse et génératrice d'inutilités ».

Dans un message du 29 Décembre 1940, Pétain déclare aux jeunes gens que leurs aînés respiraient une « atmosphère malsaine » qui avait « détendu leurs énergies, amolli leurs courages ».

Dans le même message Pétain déclare que l'individualisme français était « destructeur de la famille », « destructeur du travail », « destructeur de la patrie ».

Dans un message du 30 Août 1940, Pétain déclare textuellement que l'alcoolisme « était en train de détruire notre race ».

Ah! certes, si tout cela était vrai, la débâcle serait tout expliquée: la France a été écrasée parce qu'elle avait mérité de l'être. Aussi l'on comprend que la presse allemande et la presse italienne se soient emparées avidement des déclarations de Pétain. On comprend que nazis et fascistes aient clamé, à Berlin et à Rome: « Puisque les Français sont, de leur propre aveu, une nation gangrenée, sans culture et sans énergie, c'est rendre service aux Alsaciens, aux Lorrains, aux Flamands, aux Bretons, aux Savoyards, aux Niçois, aux Corses que de les soustraire à un contact malsain ».

Seulement, sur quoi reposaient les accusations de Pétain?

Qu'il y eut en France, comme dans tous les pays du monde, des milieux pourris, c'est entendu. Il y avait les politiciens éhontés, type Laval, qui, dans la boue des scandales ramassaient des millions; il y avait les traîtres, type Brinon, qui se faisait payer par la France pour espionner l'Allemagne, espionnaient la France pour le compte de l'Allemagne; il y avait les pitres, type Doriot, qui, selon le guichet auquel ils touchaient, excitaient les Marocains à massacrer les Français ou chantaient la grandeur de l'Empire; il y avait enfin, les hommes de trusts et de banques, qui, installés princièrement dans de somptueux hôtels, prêchaient aux gens des taudis la grande pénitence.

Si c'était à cette racaille que Pétain s'en était pris, tout le monde aurait acquiescé: car, à peine est-il besoin de dire que cette écume n'était pas la France.

Mais, bien entendu, Pétain n'avait garde d'attaquer ces drôles: car les Laval, les Brinon, les Doriot, les profiteurs étaient précisément ses hommes, ceux qu'il offrait en exemple à la France rénovée.

C'est pourquoi, ménageant, exaltant la crapule, Pétain insultait le peuple lui-même. C'est à la masse française qu'il reprochait d'être dégénérée et gangrenée.

Mais autant de mots, autant de mensonges.

Une pseudo-culture, celle qui avait produit les Becquerel, les Curie, les Langevin, les Perrin, les de Broglie, les Joliot, les Bergson, les Durkheim, les Lévy-Bruhl, les Bouglé, les Ferdinand Brunot, les Meillet, les Proust, les Martin du Gard, les Bernanos, les Malraux, les Bédier, les Duhamel-Valéry, les Giraudoux, les Jules Romains, les Mauriac ?

Une conseillère de paresse, cette Université de France dont le prestige rayonnait sur l'Europe et qui tentait héroïquement de dispenser la culture à tous ceux qui, riches ou pauvres, étaient en état de la recevoir ?

Des fainéants, ces étudiants qui se pressaient, toujours plus nombreux, toujours plus ardents dans nos Facultés, ces ingénieurs, ces contremaîtres, ces ouvriers, dont l'ingéniosité technique était proverbiale ?

Des gangrenés incompetents, ces fonctionnaires qui, mal payés pour la plupart, donnaient l'exemple quotidien d'une probité sévère et d'un dévouement à la chose publique ?

Des jouisseurs, ces millions de travailleurs de l'usine, de l'atelier, du magasin, du champ, qui, par un labeur obstiné, avaient fait de notre pays un des plus prospères du monde ?

A d'autres !

Perdant toute pudeur, certains Vichysois, reprenaient le slogan pétainiste sur les « énergies étendues » et les « courages amollis », osaient insinuer que les soldats français avaient, par lâcheté, refusé de se battre.

Mais sur quoi s'appuyait cette affirmation ? Quel fait précis alléguait-on, pour essayer de faire croire au monde qu'en moins de vingt ans le pays de la Marne et de Verdun était devenu un pays de pleutres ?

— Tout le monde, disait-on, a vu les soldats refluer en désordre vers le sud !

Tout le monde les a vus, d'accord. Mais ce que tout le monde avait vu d'abord c'étaient des officiers commandant ces soldats abandonner leurs troupes en leur donnant des ordres de repli.

En fait, partout où les officiers sont demeurés à leur poste et ont prescrit de résister, la résistance, toute désespérée qu'elle fût, a été splendide, et mille exploits, sur lesquels Vichy a honteusement fait silence, ont prouvé avec éclat que le soldat français de 1940 valait exactement celui de 1914.

La même preuve devait, d'ailleurs, être donnée, peu après, par les soldats de de Gaulle qui se couvraient de gloire en Lybie par ces troupes d'hommes d'Afrique du Nord qui, désarmés par les commissions d'armistice, se ruaient aux combats de Tunisie sans même attendre d'être équipés.

Seulement, cette armée française qui, même après huit mois d'attente démoralisante, ne demandait qu'à se battre, cette armée qui, pour la France, la Liberté, la République, était prête à verser son sang, cette armée a été systématiquement écartée des champs de bataille.

Les uns, à l'ouest, au centre, ont reçu ordres de repli sur ordres de repli ; ils ont cru de bonne foi participer à une grande manœuvre stratégique, alors qu'on ne cherchait qu'à les disperser et à les désarmer. Les autres, à l'Est, ont été maintenus sur des positions qu'on avait permis à l'ennemi de tourner, et ils ont été livrés sans avoir eu seulement la possibilité d'engager la lutte.

Après quoi les mêmes hommes qui, par leur trahison, avaient vendu les soldats de France ont tenté de masquer leur propre infamie en accusant ces soldats d'être des dégénérés, des alcooliques, des lâches.

Si folles, si monstrueuses que fussent ces accusations, elles ont été répandues à travers le monde par la radio de Berlin et de Rome ; elles ont, hélas ! parfois trouvé accueil chez des peuples amis ou neutres qui, ignorant la trahison de Pétain, ont cru, parce qu'il le disait, que le peuple français avait sombré dans la boue.

C'est pourquoi l'honneur national exige que la vérité soit rétablie.

Non, la France n'a pas été vaincue : la France a été vendue.

Non, notre armée n'était pas composée de jouisseurs abrutis par l'alcool et la paresse, incapables d'énergie et de sacrifice ; elle était composée de braves qui valaient leurs aînés : mais ces braves qui, malgré certaines infériorités d'armement, étaient prêts à se battre héroïquement ont été mis hors d'état de se défendre, hors d'état de prouver leurs valeurs.

Par qui ? Par une bande de traîtres.

Quelle était cette bande ? la Cinquième Colonne. Quel en était le chef ? Philippe Pétain.

CHAPITRE II

LA TRAHISON DE PETAIN

Que Pétain ait trahi la France, depuis l'armistice, c'est ce qui n'a pas besoin d'être démontré.

A l'heure où les autres pays occupés se raidissaient dans la résistance, il est allé à Montoire s'incliner devant le Führer.

Il a serré la main aux hommes qui faisaient fusiller des otages français.

Il a inauguré une politique de collaboration, c'est-à-dire d'intelligence avec l'ennemi.

Il a fait condamner à mort de Gaulle et les autres chefs restés fidèles à la patrie, et il a nommé l'espion allemand de Brinon ambassadeur de France.

Il a souffert que l'Allemagne, contrairement aux clauses de l'armistice, annexât et torturât les trois départements d'Alsace et de Lorraine.

Il a livré l'Indo-Chine au Japon.

Il a, pour combattre les alliés de la France et servir l'intérêt de l'Allemagne, fait couler le sang français en Asie et en Afrique.

Il a prescrit à l'armée de l'armistice de se laisser désarmer par les Allemands, et il a prescrit aux troupes de Syrie et d'Afrique de tirer sur les Gaullistes, les Anglais et les Américains.

Il a envoyé son salut aux misérables qui allaient combattre, en U.R.S.S., sous commandement allemand et sous uniforme allemand.

Il a livré à l'ennemi Herriot, Reynaud, Mandel, Daladier, Gamelin, Jouhaux.

Il a ordonné aux jeunes Français d'aller travailler, contre la France, dans les usines allemandes, et il a fait traquer les « réfractaires ».

Il a mis le comble à son ignominie en parlant d'honneur chaque fois qu'il s'enfonçait dans la boue, et en invoquant la patrie chaque fois qu'il la trahissait.

Cette trahison, **postérieure à l'armistice**, tout le monde la connaît. Mais il se trouve encore quelques Français — et surtout des étrangers, — pour dire que, si Pétain a ainsi roulé, de chute en chute, au fond de l'abjection c'est sans l'avoir prémédité.

Brusquement mis en présence d'un désastre, qu'il n'avait pas prévu, il a, dit-on, perdu la tête. Il s'est laissé peu à peu circonvenir par les Laval, les Brinon, les Darlan, les Marquet, les Alibert, les Maurras, les Carbuccia, les Peyrouton, les Belin, les Bonnard et autres agents allemands. Il a trahi, mais par sénilité, par faiblesse, par gâtisme, sans presque s'en rendre compte.

Cette légende d'un Pétain traître sans le vouloir, traître sans le savoir, est propagée activement par certains milieux vichyssois, surtout depuis qu'approche l'heure de l'inévitable débâcle allemande. Mais elle se heurte brutalement aux faits établis.

Pétain a, sciemment, volontairement, trahi la France.

Il ne l'a pas seulement trahie depuis l'armistice ; il l'a trahie avant l'armistice.

Il a été, dès avant l'ouverture des hostilités, l'homme de Hitler, le chef de la Cinquième Colonne.

Il a été, en 1940, l'organisateur de la débâcle.

Pourquoi ? Parce qu'ayant toujours eu l'ambition de jeter bas la République et de devenir dictateur, il a vu dans la défaite le seul moyen de satisfaire son ambition.

Déjà, en 1918, il avait caressé l'espoir de ramasser le pouvoir dans la défaite. Frustré dans son attente, il rongait son frein. Un instant, le coup de force du six février l'avait hissé au pouvoir. Mais il n'avait pu s'y maintenir. D'où l'idée, de plus en plus nette en son esprit, que la victoire de Hitler pouvait seule lui donner ce qu'il recherchait.

D'où sa trahison — trahison longuement et froidement préméditée. Que beaucoup de Français aient longtemps refusé de croire à un crime aussi abject, c'est tout naturel. On n'imagine pas aisément un Maréchal de France, couvert d'honneurs par la République, se ruant ainsi dans la honte.

Seulement, les faits sont les faits ; les preuves sont les preuves.

Les voici.

Pétain, en 1918, voulait évacuer Paris et capituler.

La légende a fait de Pétain un des grands ouvriers de la victoire de 1918. Lorsqu'on voulait évoquer ceux qui avaient « sauvé la

France » on disait : Foch et Pétain. Beaucoup disaient : Pétain et Foch.

Pétain, aux yeux des anciens combattants, symbolisait la résistance sagement tenace, par là même invincible. Moins brillant, moins génial que Foch, il passait pour plus pondéré, plus solide. Il semblait qu'en lui se fût incarné le génie patient de ces fantassins qui, pendant des années, avaient tenu, obscurément et magnifiquement les tranchées.

L'auteur de cette brochure a, comme beaucoup d'autres, cru à cette légende ; elle a puissamment contribué à faire accepter par les soldats de 1914-1918 la dictature vichyssoise naissante : car, parmi les premiers « légionnaires, les trois-quarts étaient des dupes ».

Mais autre chose est la légende, autre chose l'histoire.

Il est formellement établi par les témoignages concordants de Foch, de Clemenceau, de Poincaré que, dès l'année 1918, Pétain a été, contre Foch, le chef du parti défaitiste.

A l'heure même où le débarquement américain rendait la victoire certaine, Pétain n'a cessé de se répandre en pronostics pessimistes, — il a envisagé la retraite et l'évacuation de Paris, — il a voulu qu'on demandât l'armistice.

Propos défaitistes.

En février 1918, Poincaré écrit : « Pétain me paraît très pessimiste sur la prochaine campagne ».

Le 11 mars 1918, Pétain dit au général Duchesne : « Si seulement nous pouvions avoir les gaz, nous aurions chance de tenir. » (Duchesne répond : nous tiendrons quand même).

Le 25 mars 1918, Clemenceau écrit : « Je ne puis admettre le pessimisme de Pétain. Imaginez-vous qu'il m'a dit que, si nous étions vaincus, nous le devrions aux Anglais. »

Le 26 mars 1918, Clemenceau écrit à Poincaré : « Pétain est agaçant à force de pessimisme. Imaginez-vous qu'il m'a dit une chose que je ne voudrais confier à aucun autre qu'à vous. C'est cette phrase : **LES ALLEMANDS BATTRONT LES ANGLAIS EN RASE CAMPAGNE ; APRES QUOI ILS NOUS BATTRONT AUSSI.** Un général devrait-il parler et même penser ainsi ? »

Les propos de Pétain finissent par être connus hors des milieux dirigeants. Le 23 avril 1918, Henry Simond, de l'*Echo de Paris*, rapporte des propos pessimistes récemment tenus par Pétain.

Pétain ne se contente pas de propos. Il agit.

En mars 1918, il lance un ordre de retraite. Foch, communiquant cet ordre au Président de la République, déclare : « Je ne veux pas en accepter la responsabilité. Le bon sens indique que, lorsque l'ennemi veut ouvrir un trou, on ne l'élargit pas. On le ferme, ou on essaie de le fermer. Nous n'avons qu'à essayer et à vouloir, le reste sera facile. »

Foch, grâce à Clemenceau et Poincaré, l'emporte. Bientôt on ne parle plus de retraite, mais d'offensive. Pétain aussitôt se dresse : au plan d'offensive de Foch il oppose le plan qu'il fera triompher en 1940 : l'évacuation de Paris.

Le 12 mai 1918, il déclare devant les généraux Fayolle, Humbert et Pénelon : « Une offensive alliée serait très dangereuse », et il émet l'idée qu'il faut évacuer la capitale.

Le 1^{er} juin 1918, Clemenceau note : « J'ai trouvé hier Pétain très sombre. ENVISAGEANT L'EVACUATION DE PARIS. »

Le 4 août, le général Gouraud déclare : « Je ne comprends pas qu'on ait pu songer à évacuer Paris ».

On, c'est Pétain.

Enfin, fait décisif, en cette année 1918, Pétain lance l'idée qu'il ne fera aboutir qu'en juin 1940, quand il sera devenu le seul maître : il faut demander la paix.

Le 27 mars 1918, tandis que les Américains voguent vers la France. Pétain déclare à Loucheur : « IL FAUDRAIT ENTAMER DES POUR-PARLERS DE PAIX. »

Foch, consulté par Loucheur, répond : « C'est de la folie !... » Et, comme Foch, heureusement est le maître, l'ignominieuse proposition de Pétain n'a pas de suites.

MAIS, SI PETAIN AVAIT ETE LE MAITRE, LA HONTEUSE DEMANDE D'ARMISTICE AURAIT ETE FAITE EN 1918.

Tel est, face à la légende, le témoignage de l'Histoire.

Pétain, en 1918, tient les mêmes propos défaitistes qu'il tiendra en 1940 ; il veut déjà la retraite ; il veut déjà l'évacuation de Paris ; il veut déjà la demande d'armistice ; il a déjà choisi le slogan destiné à couvrir sa trahison : « C'est la faute aux Anglais ».

Comme Pétain se heurte à Foch, à Poincaré, à Clemenceau, au Parlement, à l'armée, comme il n'y a pas alors de cinquième colonne (Laval n'est à cette époque qu'un petit traître obscur), la victoire vient, et, dans l'ivresse du triomphe, on efface tout, on oublie tout, on fait Pétain Maréchal.

Mais les Allemands, eux, se souviennent. Attentifs au dépouillement des textes (c'est une qualité qu'on ne peut leur refuser) ils savent que Pétain, s'il avait été le maître, leur aurait donné Paris et la victoire. Cela étant, que doit faire Hitler ? Essayer de porter Pétain au pouvoir et obtenir de lui la capitulation de la France.

Comme Hitler n'est pas seulement un Allemand, mais aussi un nazi, il lui faut, par surcroît l'assurance que Pétain, après avoir capitulé, abolira la République, flétrira la Démocratie, déclarera la guerre aux juifs et aux maçons.

Mais à ces dernières exigences Pétain n'est que trop heureux de souscrire.

Conséquence : Hitler marche pour Pétain.

Vous dites : invraisemblance ! folie !

Lisez ce qui suit.

Pétain, homme de Ferdonnet.

Le document que nous publions ci-dessous a été publié pour la première fois en 1943 par le journal clandestin le **Franc-Tireur**. Il a causé une sensation profonde en France, en Angleterre, aux Etats-Unis.

Il est en effet, décisif.

En 1939, paraît à Paris un journal mensuel intitulé le **Grand Occident**. A gauche du titre un cercle noir sur lequel se détache en blanc un emblème alors nouveau, la FRANCISQUE. La francisque est la hache de guerre avec laquelle les Germains, au IV^e et au V^e siècle ; ensanglantent la Gaule.

A droite du titre, en caractères gras, une devise, celle du nazisme :

LE JUDEO-MAÇON, VOILA L'ENNEMI !

Entre l'emblème germanique et le mot d'ordre hitlérien, trois mots, en lettres énormes, flamboient :

PETAÏN AU POUVOIR !

Ces trois mots reparaissent invariablement dans chaque numéro du **Grand Occident**. Ils sont la raison d'être du journal, le slogan qu'il faut enfoncer dans la tête des Français.

Des articles développent inlassablement le même thème : il faut que la République disparaisse et que Pétain soit dictateur.

Ainsi, dans le numéro 43 du **Grand Occident**, on lit que « pour sauver le pays » il faut balayer le gouvernement républicain (en l'es-pèce le Cabinet Daladier) et constituer une équipe d'honneur dont le chef sera Pétain. Jusqu'ici vous dites : « Rien d'étonnant ! Le **Grand Occident** est publié par des fascistes français ; rien ne prouve que Hitler soit derrière ».

Mais considérez le nom de l'homme qui dirige le **Grand Occident** et mène la campagne en faveur de Pétain.

Il s'appelle Lucien Pemjean.

Lucien Pemjean, aujourd'hui rédacteur d'un torchon allemand, le **Pilori**, est en 1939, un inconnu. Son nom ne dit rien à personne.

Mais si on se reporte à l'Annuaire de la Presse de la même année, on y lit :

PRIMA agence. — Agence française d'informations politiques et économiques mondiales.

Directeur de l'Agence de Paris.....	Lucien Pemjean
Directeur général	Paul FERDONNET

Lucien Pemjean est donc le subordonné de Ferdonnet. C'est sur les instructions dudit Ferdonnet, son « directeur général », qu'il mène la campagne : **PETAÏN AU POUVOIR**.

Sur le moment, nul n'y prend garde, car, au début de 1939, Ferdonnet est aussi inconnu que Pemjean.

Seulement, dès qu'éclate la guerre, on est fixé.

Ferdonnet est le traître de Stuttgart ; c'est un misérable, vendu à l'Allemagne, qui s'applique quotidiennement à démoraliser la France. Au micro, il reprend textuellement les propos de Pétain en 1918 : les Allemands batront les Français en rase campagne ; — tout cela, c'est la faute aux Anglais ; — il faut entamer tout de suite les pourparlers de paix, etc...

Ferdonnet est l'homme de Hitler.

Conclusion : c'est Hitler qui, début de 1939, à la veille de la guerre, fait faire par les traîtres qu'il a recrutés en France la campagne : **PETAÏN AU POUVOIR !**

C'est Hitler qui « pour sauver la France », réclame la dictature du Maréchal.

Pour étoffer cette campagne, le Führer n'a pas hésité à ouvrir : 1° une Agence générale d'informations confiée à Ferdonnet ; 2° une Agence parisienne confiée à Pemjean.

Bien entendu la publication du **Grand Occident** n'est qu'une des activités de ces deux agences. Pour étayer la candidature Pétain,

l'Agence Prima publie des bulletins d'informations qu'elle envoie gratuitement aux journaux de Paris et de Province.

Autrement dit, Hitler dépense des millions pour hisser Pétain au pouvoir.

L'OFFENSIVE MILITAIRE CONTRE LES LIGNES FRANÇAISES EST PRÉCÉDÉE PAR UNE OFFENSIVE DE PRESSE CONTRE LA RÉPUBLIQUE ET EN FAVEUR DE PÉTAÏN.

Alors, la même question vient à l'esprit de tous :

comment Hitler dépenserait-il ses millions en faveur de Pétain s'il n'était pas sûr de Pétain ?

comment se donnerait-il tant de mal pour pousser, par Ferdonnet, le Maréchal au pouvoir, s'il n'avait pas la certitude que le Maréchal fera le jeu de l'Allemagne ?

Hélas ! il n'est que trop sûr ! L'identité entre le programme du **Grand Occident** et les événements de 1940 en constitue l'indiscutable preuve.

Hitler, par la voix de Ferdonnet, demande que Pétain balaie la République et devienne dictateur : quinze mois plus tard, Pétain balaie la République et devient dictateur.

Hitler, par la voix de Ferdonnet, demande que Pétain prenne pour emblème la francisque : quinze mois plus tard, Pétain prend pour emblème la francisque.

Hitler, par la voix de Ferdonnet, demande que Pétain adopte le slogan nazi : le judéo-maçon, voilà l'ennemi : quinze mois plus tard, Pétain publie ses lois contre les juifs et ses lois contre les francs-maçons.

Seulement, grâce à quoi Pétain est-il devenu dictateur ? Grâce au fait qu'entre temps, Pétain a exécuté, point par point, son programme de 1918 :

l'armée française (Foch n'étant plus là) a reçu l'ordre de retraite ;

Paris a été évacué ;

l'armée française a capitulé et sollicité l'armistice.

En organisant la campagne **PÉTAÏN AU POUVOIR**, Hitler savait ce qu'il faisait ; il dépensait ses millions à bon escient ; il savait qu' aussitôt maître du pouvoir, Pétain capitulerait et pour masquer sa trahison, s'en prendrait à l'Angleterre.

Prétendra-t-on contre toute évidence, que la campagne Ferdonnet s'est faite en dehors, à l'insu de Pétain, que, si le Maréchal a exécuté point par point le programme du **Grand Occident**, c'est par une pure coïncidence ? Prétendra-t-on qu'il n'y avait pas accord, mais simple parenté d'âmes, entre Hitler, Ferdonnet et Pétain ?

De nouveau, les faits répondent.

Avant la guerre, pendant la guerre, Pétain est inlassablement l'organisateur de la défaite.

Avant la guerre, pendant la guerre, il travaille, contre la France, pour Hitler.

C'est ce travail que nous allons suivre (1).

Pétain et la Cagoule.

La France entière se souvient de l'affaire dite des Cagouards. Quelque temps avant la guerre, sous le premier ministère de Front Populaire, la police découvre, sur le territoire français, des dépôts d'armes allemandes et italiennes.

Ces armes sont soi-disant destinées aux fascistes français dont les bandes armées doivent abattre la République (et peut-être certains Croix de Feu l'ont-ils cru), mais ainsi qu'on pouvait le deviner, ainsi qu'on l'a vu par la suite, elles sont surtout destinées aux parachutistes allemands chargés de semer la panique à l'arrière de nos lignes.

Justement ému d'un tel péril, Dormoy, ministre de l'Intérieur, pousse son enquête. Bien vite, les policiers apprennent que dans ce qu'on appelle la Cagoule et qui s'appelle en réalité le C.S.A.R. se sont inscrits non seulement des politiciens, mais aussi des officiers et même des généraux. La société, bien entendu, est une société secrète.

(1) Dans les pages qui suivent, nous ne faisons pas état de l'étrange attitude qu'a Pétain au moment de son passage au Ministère de la Guerre, parce que, à l'extrême rigueur, cette attitude peut s'expliquer par un affaiblissement de ses facultés intellectuelles. Néanmoins, voici les faits. Devenu ministre de la Guerre dans le Cabinet du 8 février (ministère Doumergue), Pétain, le 4 avril 1934, réduit de 603 à 470 millions le crédit extraordinaire que le Parlement avait voté pour fabrication de matériel de guerre. Autrement dit, Pétain trouve tout naturel, — Hitler étant là, — de réduire nos fabrications d'armement. Il va plus loin ; sur le crédit de 470 millions qu'a fixé le décret-loi du 4 avril, il n'en dépense que 403.

En arrivant rue St-Dominique, Pétain ministre se trouve en présence de l'école classique qui veut la défensive et prévoit un prolongement de la ligne Maginot jusqu'à la mer et de la jeune école qui veut des chars modernes.

Pétain renvoie dos à dos les classiques et les novateurs.

D'une part, il ne commande pas un seul char moderne durant son passage au Ministère.

D'autre part, interrogé par la Commission de l'Armée du Sénat sur le prolongement de la ligne Maginot jusqu'à la mer, Pétain se prononce contre ce projet qui est abandonné.

En un mot, Pétain commence à désarmer la France devant Hitler.

Est-ce à dire qu'il croie à la volonté de désarmement du Führer ? Il n'y croit pas, et ne peut pas y croire : car la fameuse note du 17 avril 1934 a fait échouer l'accord sur la limitation des armements, et, au lendemain de cette note, Hitler lance son plan quadriennal de réarmement intensif.

Devant les Commissions de la Chambre et du Sénat, Pétain déclare qu'il connaît ce plan allemand. Et c'est après cette déclaration qu'il abaisse à 403 millions les dépenses pour fabrication de matériel.

Ainsi, après avoir fait échouer, conformément aux désirs de Hitler, la limitation des armements, Pétain, au moment même où l'Allemagne tente un formidable effort, réduit les fabrications prévues par le Parlement.

C'est seulement avec le Front Populaire que la France tentera de répliquer au plan quadriennal de Hitler. En juin 1936, le Parlement vote 14 milliards pour les armements. Mais le retard provoqué par l'inertie de Pétain, — et celle de son successeur Fabry, — ne peut être rattrapé.

On méditera ce fait irrécusable : avant le 6 février et l'arrivée de Pétain rue St-Dominique, la France, en matière d'armements, a une supériorité formidable sur l'Allemagne ; après le passage de Pétain au pouvoir, c'est l'Allemagne qui a la supériorité.

Mais, quand les nouveaux adhérents demandent quels sont les grands chefs, ont leur répond :

— Il y a parmi eux un Maréchal de France.

Naturellement, lorsque les enquêteurs obtiennent cette précision, leur curiosité et leur zèle redoublent. Au bout de peu de temps, ils découvrent quel est le Maréchal en question. Dormoy déclare à qui veut l'entendre, notamment à l'auteur de cette brochure :

— Derrière la Cagoule, il y a Pétain.

L'enquête, en effet, démontre vite que, parmi les grands chefs de la Cagoule, il y a le commandant Lousteneau-Lacau, bras droit du Maréchal.

Lorsque Lousteneau-Lacau est inquiété par la police, Pétain le laisse froidement tomber, — d'où une brouille entre les deux hommes (et on a plaisir à noter au passage qu'au jour de la déclaration de guerre, Lousteneau-Lacau devient violemment anti-allemand et se conduit brillamment au front).

Mais la dérobade du Maréchal ne trompe pas Dormoy. Il sait que le grand animateur de la Cagoule est Pétain. Il le dit.

Conséquence : lorsque Pétain prend le pouvoir, Dormoy est placé sous la surveillance de la police vichyssoise, et cette surveillance est si efficace qu'un jour on le retrouve mort dans sa chambre : une bombe a éclaté sous son lit.

L'assassin n'est pas découvert.

Pétain l'homme de Franco.

Tandis que la Cagoule travaille, tandis qu'on prépare, en Allemagne la campagne « Pétain au Pouvoir », Hitler a décidé d'abattre, avant la République Française, la République Espagnole.

Celle-ci, après une résistance héroïque, est renversée par les troupes allemandes et italiennes que Franco appelle dans la Péninsule.

Sous la pression de Georges Bonnet et des fascistes français, le gouvernement français accepte de reconnaître l'homme qui a livré son pays à l'étranger.

Mais quel est l'homme politique français qui acceptera d'aller saluer un traître, d'aller voir défilier dans Madrid les troupes victorieuses de Hitler ?

Pétain s'offre.

Des communiqués font bientôt savoir au monde que le vainqueur de Verdun multiplie les prévenances à l'égard du traître de Madrid.

Plus Franco s'affirme l'homme de Hitler, plus Pétain s'affirme l'ami de Franco.

Comment expliquer ce désir morbide de s'afficher aux côtés d'un homme qui, après Hitler et Mussolini, est le pire ennemi de la France ?

Deux remarques :

1° Franco a été, en Espagne, le candidat de Hitler ; Pétain est, en France, le candidat de Hitler ;

2° à l'heure où Pétain décidera la capitulation, il aura besoin d'un intermédiaire pour la présenter à Hitler : cet intermédiaire sera Franco.

Pétain, en pleine guerre, torpille l'union nationale.

Septembre 1939. Hitler a envahi la Pologne, déclenchant ainsi la guerre contre la France et l'Angleterre.

Comme cette guerre prend l'allure d'une guerre purement défensive, comme les campagnes conjuguées de Ferdonnet et de **Je suis partout** s'appliquent à diviser et à troubler l'opinion française, Daladier comprend qu'il faut substituer à son Cabinet radical un Cabinet de large union nationale.

Ce projet, connu à Berlin, y provoque l'inquiétude. Hitler, comme il l'a dit à Rauschning, compte sur les divisions de l'opinion française pour conquérir notre pays : « Je n'aurai pas besoin de donner l'assaut contre Paris : des Français m'y feront entrer ». A tout prix le Führer entend donc obtenir qu'on ne puisse faire à Paris un Cabinet d'union nationale.

Mais comment torpiller ce Cabinet que veulent à la fois Daladier et l'ensemble de l'opinion ?

Un homme se charge de la besogne : Pétain.

En même temps qu'il s'adresse aux hommes politiques de droite et de gauche, Daladier s'adresse au « vainqueur de Verdun ».

Pétain feint d'accepter, mais, au dernier moment, il se ravise et pose deux conditions :

1° Edouard Herriot, coupable à l'égard du fascisme italien, sera écarté du Quai d'Orsay ;

2° Pierre Laval sera nommé ministre de l'Intérieur.

Des naïfs prétendront plus tard que Pétain n'a jamais aimé Laval, qu'il l'a « subi ». En fait, dès 1939, les deux hommes ont si bien partie liée que Pétain refuse d'entrer au gouvernement s'il n'y est pas accompagné par Laval.

Bien entendu, les exigences de Pétain ne peuvent être satisfaites, l'activité antifrançaise de Laval étant alors connue de tous. Conséquence : Daladier ne peut former son Cabinet d'union nationale. Berlin l'emporte, grâce à Pétain.

« Ils auront besoin de moi en Mai ».

Ayant réussi son coup, Pétain regagne Madrid.

A cette époque, Allemands et Italiens organisent une propagande effrénée dans la Péninsule. Tout le monde remarque que l'ambassadeur de France ne tente rien pour le contrecarrer.

Au contraire, plus Franco s'affirme pro-allemand, plus Pétain multiplie les prévenances à l'égard de Franco.

Il fait plus : en pleine guerre, il serre la main à von Stohrer, ambassadeur d'Allemagne à Madrid.

Néanmoins, l'Espagne paraît à Pétain un champ d'action insuffisant. Il vient volontiers à Paris. Il y voit des hommes politiques, notamment de Monzie qui, à cette époque, flirte avec Mussolini comme le Maréchal flirte avec Franco.

Bien que Daladier soit encore très populaire, le mot d'ordre de Ferdonnet « Pétain au pouvoir » commence à circuler dans certains milieux politiques.

En octobre 1939, Laval prie Elie Bois, rédacteur en chef du **Petit Parisien**, de venir le voir, et lui déclare qu'il faut un gouvernement

ayant à sa tête le Maréchal. Elle Bois objectant que le Maréchal est bien vieilli, Laval réplique que cela n'a aucune importance : « Qu'est ce qu'on lui demandera ? d'être un dessus de cheminée, une statue sur un socle. »

Elle Bois n'est pas convaincu. La plupart des hommes politiques auxquels Laval s'adresse directement ou par intermédiaires, haussent les épaules. Mais Pétain s'agite toujours, tant à Paris qu'à Madrid.

Daladier, informé de cette agitation par M. Dejean, chef de Cabinet de Coulondre (alors secrétaire général au Quai d'Orsay) répond : « Cela vous étonne ?... Pour moi, lorsque le Maréchal est à Paris, je me dors par tranquille ».

Pétain, tout en s'agitant, ne se hâte pas. Il sait que son heure n'est pas venue. Il sait qu'elle viendra.

Il le dit.

Bien entendu, il ne le dit qu'à des hommes dont il se croit sûr. Mais au nombre de ceux-ci se trouve de Monzie.

Or, de Monzie, dans son livre *Ci-devant* (livre odieux dans lequel il signale à la Gestapo les noms des intellectuels anti-munichois), rapporte un mot terrible prononcé par le Maréchal.

C'est le 30 mars 1940. Pétain et Monzie causent au Ministère des Travaux publics. Monzie émet l'opinion que Pétain devrait quitter Madrid et s'installer à Paris. Sur quoi Pétain se lève et déclare à son interlocuteur :

— « ILS AURONT BESOIN DE MOI DANS LA SECONDE QUINZAINE DE MAI ».

Parole prophétique. « Dans la seconde quinzaine de mai » le front français aura été rompu, et Pétain, appelé au Ministère par Reynaud, commencera sa campagne en faveur de l'armistice.

Mais comment Pétain pouvait-il savoir à l'avance, avec une telle précision, que l'offensive allemande aurait lieu en mai et que la situation serait devenue grave « dans la seconde quinzaine » ?

Pétain, appelé au pouvoir, annonce la défaite « avec sérénité ».

Quel qu'ait été son informateur, Pétain était bien informé. Le 9 mai l'offensive allemande se déclenche. En un clin d'œil la ligne inviolable est enfoncée.

Paul Reynaud et ses conseillers estiment qu'« ils ont besoin de Pétain » et celui-ci entre au gouvernement, tandis que Weygand, devenu l'homme de Pétain, est nommé généralissime.

Le programme de Reynaud est connu : lutte à outrance ; l'armée française résistera pied à pied ; si cette résistance héroïque est vaine, le Gouvernement, le Parlement, les restes de l'armée gagneront les départements français d'Algérie et continueront la guerre aux côtés de l'Angleterre.

Pétain feint d'accepter ce programme. Mais à peine est-il au Ministère que la campagne défaitiste s'organise à Paris. Elle Bois dans son livre *Le malheur de la France*, écrit :

« On me signale des réunions secrètes, des conférences entre deux ou trois conjurés, des visites que se font les apôtres d'une nouvelle mystique : il s'agit de gagner le plus grand nombre possible de gens de qualité à la nécessité de la défaite. De la défaite ? Oui, de la

défaite. On développe cette thèse que la France doit être régénérée par l'expiation et que la défaite noblement acceptée permettra de renverser un régime néfaste **QUE LA VICTOIRE PERPETUERAIT**. On ne s'en prend pas aux vices d'un régime pour le réformer. Il faut l'abattre **ET, POUR L'ABATTRE, IL FAUT CAPITULER** ».

Le 28 mai, de Monzie allant voir Pétain aux Invalides, le trouve convaincu de l'inévitable défaite : « Il n'a pas de doute sur l'issue... **L'ENJEU N'EST PLUS LA VICTOIRE.** »

On s'imagine peut-être que, face à cette défaite, le Maréchal est effondré, anéanti ? Il fait preuve, au contraire, d'un tel calme que Monzie note sur son carnet : « Prodigieuse et prestigieuse sérénité du Maréchal ».

Ferdonnet, à la radio de Stuttgart, montre une sérénité égale.

Pétain réclame l'armistice et agite le spectre communiste.

Les Allemands avancent. Le Gouvernement quitte Paris que Weygand et Pétain ont décidé de ne pas défendre. Le 11 juin, conseil des Ministres.

Weygand déclare :

« Je continuerai la résistance si le Conseil des Ministres m'en donne l'ordre. Mais, dès à présent, je tiens à le dire nettement, la cessation des hostilités s'impose. La guerre est définitivement perdue ».

Un silence lourd de stupeur accueilli cette déclaration. Weygand poursuit, tandis que Pétain l'approuve d'un signe de tête :

« Quoi qu'il en coûte à mon cœur de soldat de tenir un tel langage, l'armistice s'impose ».

L'armistice s'impose ! Quand l'Angleterre, notre alliée, continue la lutte ! Quand l'empire est intact ! Quand la flotte franco-britannique peut détruire la flotte italienne !...

— L'armistice est inévitable. Il faut le demander sans perdre un jour, une heure, une minute.

Reynaud tient bon. La majorité des ministres le suit encore. Mais alors commence, au Conseil et autour du Conseil, la campagne des militaires capitulards contre les civils résistants. Weygand annonce sur le mode tragique :

— Thorez est à l'Élysée !

Ce bruit se répand comme une trainée de poudre et, déjà, l'on entend d'étranges propos : l'ennemi véritable, ce n'est pas l'Allemand, c'est le communiste.

Mais, là-dessus, Mandel téléphone au préfet de police Langeron qui répond que la nouvelle lancée par Weygand est fautive en tout point.

La manœuvre a échoué. Le Gouvernement part pour Bordeaux, sans que Pétain ait obtenu la capitulation.

Pétain décide de renvoyer Reynaud.

Sur la Loire, Pétain a essayé d'obtenir que Reynaud demandât lui-même l'armistice. C'était pour lui la meilleure combinaison : il eût

pu dire ensuite que « la République ayant capitulé » il s'était offert, lui vieux soldat, pour relever la France abattue.

Mais Reynaud s'obstinant, Hitler s'impatientant, Pétain se décide à capituler lui-même.

Pour cela, il lui faut renverser Reynaud.

Alors commencent les tragiques et honteuses journées de Bordeaux. Le pays croit Pétain et Weygand penchés sur la carte de France, étudiant une suprême manœuvre. Pendant ce temps, Pétain et Weygand étudient, en effet, une manœuvre : mais elle n'est pas dirigée contre l'ennemi, elle est dirigée contre ceux qui veulent résister à l'ennemi.

Baudouin, Boutillier assiègent leurs collègues. Marquet, maire de Bordeaux, leur apporte son concours. Chautemps commence à rallier les capitulards, entraînant avec lui Chichery.

Le grand argument des conjurés, l'argument-massue, c'est la certitude de la prompte et totale défaite anglaise :

— Churchill peut crâner : dans un mois les Allemands sont à Londres.

Arguant de cet effondrement qu'ils déclarent inévitable, Pétain et ses complices se font menaçants : si Reynaud prétend prolonger la lutte contre l'avis des chefs militaires, il sera déclaré belliciste, on lui demandera compte du sang qu'il aura fait verser.

Malgré tout, la voix de Reynaud invoquant l'honneur de la France tient les esprits en balance.

Alors, Ferdonnet entre en scène.

Ferdonnet annonce la victoire de Pétain.

A la radio allemande, où il sévit, Ferdonnet, l'homme de la campagne « Pétain au pouvoir » ressasse tous les jours les mêmes arguments que les capitulards développent à Bordeaux : l'Allemagne est invincible, l'Angleterre est perdue, etc...

Mais, un jour, Ferdonnet s'interrompt et déclare :

— Français, vous allez avoir un gouvernement de salut public présidé par le Maréchal Pétain !

Aussitôt, les événements se précipitent.

Au Conseil des Ministres du 16 juin Pétain se lève et déclare que les « tergiversations de Reynaud » nuisent au prestige français, que « l'honneur de l'armée » exige une capitulation immédiate.

Si on ne lui accorde pas cette capitulation immédiate, il donnera sa démission de vice-président du Conseil.

Lâché par la majorité de ses ministres, par Chautemps et Chichery, Reynaud démissionne, Pétain le remplace.

Ironie lugubre, en apprenant cet avènement de Pétain, le peuple de France — qui, bien entendu, ignore la trahison — a un sursaut d'espoir : Pétain au pouvoir, que serait-ce sinon la résistance à outrance ?

Mais tandis que s'allume cette dernière lueur d'espoir, la voix chevrotante s'élève :

— Français, il faut déposer les armes...

Alors, on comprend pourquoi Hitler a consacré des millions à la campagne « Pétain au pouvoir » : il en a pour son argent.

La trahison suprême : le coup du Massilia.

La demande d'armistice, portée par Franco, a atteint Hitler. Le Führer, mécontent que la France n'ait pas capitulé sur la Somme, fait attendre sa réponse. Elle arrive enfin.

Pétain avait annoncé que Hitler traiterait, avec lui, de soldat à soldat. En fait, le Führer parle à son laquais. Il accumule comme à plaisir les clauses déshonorantes : la France devra livrer les réfugiés politiques qui ont eu foi en son honneur ; elle devra céder un morceau de terre à ces mêmes Italiens que l'armée des Alpes vient d'étriller, etc...

Lorsque ces conditions sont connues à Bordeaux, une clameur d'indignation s'élève. Lebrun, Herriot, Jeanneney, Mandel, Campinchi, vingt autres protestent avec violence ; à tout prix, pour sauver l'honneur de la France, il faut passer en Afrique du Nord et continuer la lutte.

Que fait Pétain ?

Avec la rouerie qui est un des traits de son caractère, il feint de s'indigner, lui aussi. Il déclare, devant Herriot — peut-être aussi devant Lebrun et Jeanneney — que Chautemps nommé par lui vice-président du Conseil se rendra en Algérie pour continuer la lutte, tandis que lui-même, Pétain, « faisant don de sa personne à la France » partagera le sort des soldats prisonniers. En conséquence, des ordres sont donnés pour que les ministres, parlementaires gagnent l'Afrique du Nord, les uns par le Massilia, les autres par la Méditerranée.

Mais, tandis que ces ordres sont expédiés, Pétain cause avec Laval.

Résultat : lorsque le Massilia a levé l'ancre, lorsqu'un certain nombre d'hommes politiques sont en route vers la Méditerranée, Pétain, débarrassé des « gêneurs, c'est-à-dire des patriotes », abat son jeu et décide d'accepter l'armistice infâme.

Il livre à l'Allemagne la France, son armée, sa flotte, sa gloire : en revanche il sera le Führer, et déjà il commence à arborer la « francisque » annoncée par Ferdonnet.

La preuve que nous annoncions est donc acquise. Elle est irréfutable, éclatante.

Hitler a dépensé des millions pour hisser Pétain au pouvoir : en retour, Pétain, à peine hissé, livre la France à Hitler.

Qu'on ne vienne donc pas nous conter que le peuple de France, émasculé par l'esprit de jouissance, abruti par l'alcool, a été « vaincu » par l'invincible Allemagne. Le peuple de France n'a pas été battu pour l'excellente raison qu'on l'a empêché de se battre. Il a été trahi par un misérable vieillard que l'ambition rongeaient depuis des années et qui, pour trente deniers, l'a vendu à Hitler.

Reste, évidemment, que la trahison d'un homme, si bien placé fût-il, n'aurait pu, à elle seule, entraîner la catastrophe.

Mais Pétain n'était pas seul à trahir.

Autour de lui, derrière lui, il n'y avait pas seulement un Ferdonnet, un Laval, un Brinon, un Chautemps : il y avait, depuis longtemps, cette Cinquième Colonne qui, bien plus encore que les chars, a été l'instrument de pénétration de l'Allemagne en France.

De cette Cinquième Colonne la France entière, aux mois tragiques, a dénoncé les forfaits. Puis Vichy, comme de juste, a ordonné le silence. Mais l'heure est venue de déchirer le voile ; nous allons montrer la Cinquième Colonne au travail avant la guerre, pendant la guerre, après la guerre.

CHAPITRE III

LA CINQUIEME COLONNE AVANT LA GUERRE

La Cinquième Colonne, c'est l'ensemble des hommes politiques, des journalistes, des écrivains, des chefs de bandes, des hommes de salon et des hommes de main qui, sur le territoire français soutiennent, contre la France, les intérêts du fascisme italien et du nazisme allemand.

Leur but : balayer la République, la Démocratie, les Droits de l'Homme, et installer en France, sous l'égide de Rome et de Berlin, un régime totalitaire.

Leur plan d'action : fortifier l'Allemagne et l'Italie en favorisant leur politique de conquête, affaiblir la France en rompant l'entente franco-anglaise et en rendant impossible l'entente franco-russe ; obtenir ainsi que, soit par la capitulation sans combat, soit par la défaite organisée, la France se trouve conduite à la « révolution nationale », c'est à dire au fascisme.

L'histoire de la Cinquième Colonne avant la guerre se divise en deux périodes. Durant la première, les partisans de l'Allemagne et de l'Italie travaillent en ordre dispersé ; ils utilisent surtout l'hebdomadaire **Gringoire**, l'hebdomadaire **Candida**, l'hebdomadaire **Je suis Partout**, la maison d'éditions Fayard, l'**Action Française**, les doriotistes, les Croix de Feu ; mais les éléments ainsi groupés sont mal coordonnés : les uns sont pour La Rocque, les autres pour Doriot, les autres pour Bucard, les autres pour Pétain.

Durant la seconde période, les éléments pro-italiens et pro-allemands sont coordonnés sous la direction Abetz-Brinon, et l'avènement de Pétain devient le but commun.

Les deux grandes campagnes qui marquent la première période sont celles qui concernent l'affaire d'Ethiopie et l'affaire d'Espagne.

En 1935, les fascistes italiens annoncent à grand bruit leur intention de conquérir l'Ethiopie, la Tunisie, la Corse, Nice, la Savoie. L'Angleterre, par la voix de M. Eden, se déclare prête à contrecarrer, au besoin par la force, cette politique d'agression, et elle sollicite le concours de la France.

Que ce concours soit accordé, et c'est l'effondrement du fascisme italien : aussitôt la Cinquième Colonne entre en scène.

L'hebdomadaire **Gringoire** publie un article retentissant contre l'Angleterre.

Cet article développe exactement le thème que développeront plus tard Ferdonnet à la radio de Stuttgart, Pétain à la radio de Vichy : ce n'est pas l'Italie fasciste qui est notre ennemie, c'est l'Angleterre démocratique.

Gringoire assaisonne ce thème d'un certain nombre d'injures ramassées dans la presse mussolinienne : à bas la perfide Albion ! à bas les « Anglaises aux longues jambes ! », à bas les « fades puceaux d'Oxford », etc...

Le peuple français s'indigne. Mais Laval, hissé au pouvoir par le coup de force du 6 février couvre **Gringoire**, empêche l'Angleterre et la S.D.N. d'agir contre l'Italie, livre l'Ethiopie au Duce.

Tandis que Rome et Berlin illuminent, l'article **Gringoire** est répandu abondamment parmi les officiers d'active, parmi les officiers et médecins de réserve. On commence à les habituer à l'idée que l'Angleterre est notre unique ennemie, que, si la guerre éclate c'est elle qu'il faudra écraser et réduire en esclavage.

Deuxième campagne de la Cinquième Colonne : l'affaire d'Espagne. La République espagnole, amie de la France et de l'Angleterre, inquiète l'Allemagne et l'Italie qui décident de l'abattre, et, pour y réussir, d'envoyer des troupes au général Franco.

Naturellement la République espagnole, se tourne vers la France : aussitôt, la Cinquième Colonne entre en scène.

Gringoire mène ouvertement le combat en faveur de l'Allemagne et de l'Italie. Fort de la victoire qu'il a remportée dans l'affaire d'Ethiopie, il procède avec violence ; il entraîne le gros des éléments pro-fascistes : **Je suis Partout, Candide, l'Action Française, l'Echo de Paris, le Matin**, les doriotistes, les Croix de Feu, etc... Il entraîne également un petit groupe d'« intellectuels » qui se disent pacifistes intéressés et, à ce titre, veulent qu'on laisse le champ libre à l'agression fasciste : Emery, Challaye, Alexandre, Pioch, Bergery, Delmas, etc...

Telle est la violence de la campagne déclenchée par la Cinquième Colonne, telles sont ses répercussions dans le monde des officiers d'active, que le gouvernement de Front Populaire présidé par Léon Blum s'incline. Il refuse de s'associer à l'U.R.S.S., qui tente de secourir la République espagnole. Il permet à Hitler et Mussolini d'instituer le fascisme en Espagne.

A la suite de cette seconde victoire, Hitler décide d'unifier, en France, la Cinquième Colonne.

Le travail d'unification qui, pour la Cinquième Colonne, ouvre la « grande période », est confié par le Führer à Abetz.

Abetz est un homme de second plan, de personnalité assez effacée. Mais ayant épousé une française, il se donne pour un partisan convaincu du rapprochement franco-allemand. Courtois, serviable, insinuant, il a su se faire des relations dans ce qu'on appelle « le monde ».

Il reçoit de Hitler et de Goebbels une mission précise : le Führer ayant décidé de conquérir la Tchécoslovaquie et la Pologne, il s'agit d'obtenir que la France assiste passive à cet écrasement, de telle sorte qu'au jour où elle sera attaquée elle se trouve sans allié à l'Est.

Pour cela, il faut travailler l'opinion française à coups de slogans.

La fabrication de ces slogans est confiée à un organisme appelé le **Service mondial**, que dirige, en collaboration avec Abetz, l'Allemand Ulrich Fleischauer.

Fleischauer rédige lui-même des tracts en langue française destinés principalement aux milieux militaires : **Au poilu de Verdun, — Appel aux anciens combattants. — Hitler offre à la France une paix de 25 ans. — Contribution d'Hitler à la paix européenne, etc...**

Fleischauer formule, en outre, les cinq thèmes que Hitler demande à la Cinquième Colonne de répandre en France :

- 1° La France ne doit pas se mêler des affaires d'Europe centrale ;
- 2° Hitler est l'apôtre de la paix et les Français qui veulent lui résister sont des « bellicistes » ;
- 3° Bénès est un misérable ;
- 4° Roosevelt est un imbécile ou un Tartuffe ;

5° L'Allemagne hitlérienne est en pleine et joyeuse ascension, tandis que la France est une nation aigre, morose, décadente.

Pour la diffusion de ces slogans, l'Allemagne est prête à payer généreusement. Fleischauer pousse l'imprudencence jusqu'à le faire savoir à tous en imprimant textuellement les lignes suivantes :

Paiements. France. Société Générale, 29 bis, Boulevard Haussmann. Département étranger. **Clients divers.** Pour le compte de Ulrich Fleischauer, à Erfurt, Allemagne, C.C.D. 784.600.

Reste à recruter les « clients divers » qui, pour le compte de Fleischauer, répandront en France les slogans berlinois. C'est ce recrutement qui constitue proprement la tâche d'Abetz.

Il a déjà les gens de **Gringoire**, de **Je suis partout**, de **Candido**, du **Matin**. Son action originale consiste à placer à la tête des organismes de propagande trois hommes actifs, de Brinon, Luchaire, Ferdonnet.

De Brinon, petit noble ruiné, a essayé de redorer son blason en épousant une israélite, mais elle ne lui a pas apporté tout l'argent qu'il attendait d'elle. Soucieux d'augmenter ses ressources, il s'offre à travailler pour le gouvernement français, c'est-à-dire à lui apporter des renseignements sur l'Allemagne. Pendant un temps, il en apporte. Puis, comme de juste, il devient agent double. Puis il est embauché par Abetz, qui le charge de faire du recrutement pour Hitler dans les milieux politiques et les milieux mondains.

Luchaire, petit-fils d'un historien célèbre, est un journaliste véreux, élève et employé du fameux staviskard Dubarry. Besogneux et avide, il touche à tous les guichets, sollicite et obtient des fonds secrets, que le ministère soit de droite ou de gauche. Il se pose en spécialiste du rapprochement franco-allemand. Abetz, qui le connaît de longue date, n'a pas de peine à l'embaucher. Actif, obligeant, il se charge de toutes les menues besognes que de Brinon juge indignes de lui.

Ferdonnet, inconnu de tous avant la guerre, est chargé d'organiser l'agence de presse qui, en même temps qu'elle réparera au jour le jour les slogans Fleischauer, lancera la dictature Pétain.

Sous la direction de Brinon, Luchaire, Ferdonnet, on voit fonctionner à Paris, outre le **Service Mondial** de Fleischauer, les services allemands suivants :

- Agence Prima, dirigée par Ferdonnet ;
- Comité France-Allemagne, dirigé en fait par de Brinon ;
- Cahiers France-Allemagne ;
- Cercle du Grand Pavois.

Ce sont ces organismes directeurs qui recrutent, notamment dans le monde des hommes de lettres, qui amènent à l'Allemagne les Châteaubriand, les Sacha Guitry, les Abel Hermant, les Abel Bonnard, les Drieu la Rochelle, etc...

Ce sont eux aussi qui coordonnent les campagnes des journaux affiliés.

Veut-on voir avec quelle précision ces journaux s'appliquent à reproduire les slogans d'Ulrich Fleischauer ? Prenons, entre vingt exemples, celui de **Je suis partout**.

Fleischauer veut qu'on dise que Benès est un misérable. **Je suis partout** écrit : « L'ignoble excrément humain qui a nom Bénéš ».

Fleischauer veut qu'on dise que Roosevelt est un imbécile: **Je suis partout** écrit (6 janvier 39) : Roosevelt « appuyé de sa camarilla juive et d'une presse philosémiste » est atteint, en matière d'armements, « du délire des grandeurs » ; il débite inlassablement « le même torrent de niaiseries, le même rabachage des sous-produits de l'Encyclopédie : droit, justice, liberté, civilisation, progrès ».

Fleischauer veut qu'on dise que les Français qui se méfient d'Hitler sont des « bellicistes ». **Je suis partout** écrit (6 janvier 39) : « Qui est le chef du parti de la guerre ? Mandel. Qui doit être traduit en Haute Cour ? Mandel. » Il écrit (17 mars 39) : « M. Jeanneney était et est encore du parti de la guerre ». Il écrit (30 juin 1939) : « La République, c'est la guerre ».

Fleischauer veut qu'on dise que l'Allemagne est en joyeuse ascension, tandis que la France est morose et décadente. **Je suis partout** fait écrire par un de ses reporters revenant d'Allemagne : J'ai parcouru ce pays depuis cinq semaines et cherché dans son intimité le menu peuple des villes et des campagnes. Que trouvais-je ? Cinq semaines durant de la joie. Voilà de quoi humilier le Français qui écrit ces lignes et songe à l'aigreur de ses fonctionnaires, à la torpeur morose du Français moyen » (13 mai 1938).

Ce n'est là, répétons le bien, qu'un exemple entre vingt ou plutôt entre mille. Gringoire rivalise avec **Je suis partout**, Candide avec Gringoire, l'Action Française avec Candide.

Veut-on, d'autre part, un échantillon de la besogne à laquelle se livrent les **Cahiers franco-allemands** ? Dans cette publication, qui donne tour à tour des articles rédigés par des Allemands et des articles rédigés par des Français, c'est un Français qui écrit que la violation des accords de Locarno et la réoccupation de la Rhénanie sont « pleinement justifiées ».

Veut-on un spécimen de la besogne à laquelle se livre le **Club du Grand Pavois** ? C'est lui qui, un jour, organise un grand banquet à Paris en l'honneur de l'Allemand von Arnim. Von Arnim se proclame ouvertement le disciple du fameux Banse, c'est-à-dire de l'homme qui a écrit : « Le Troisième Reich rêvé par nous, s'étendant de la Flandre jusqu'à la Syrie, ne naîtra que par le sang et le feu ».

Mais la diffusion des slogans allemands n'est pas la seule besogne confiée à Abetz et Brinon. Ils ont, d'autre part, la haute main sur la Cagoule, c'est-à-dire sur le C.S.A.R.

Une section du C.S.A.R. est chargée de dissimuler sur le sol français des armes allemandes et italiennes destinées aux parachutistes ennemis et à leurs complices français.

Une autre section est chargée de susciter des troubles dans les usines travaillant directement ou indirectement pour la Défense Nationale.

Ainsi, d'une part, on empoisonne l'opinion en l'excitant contre l'Angleterre, les Etats-Unis, la Tchécoslovaquie, en lui faisant croire que Hitler est l'apôtre de la paix, l'ami de la France. D'autre part, on prépare matériellement la désorganisation de la force économique française et l'invasion de notre territoire.

Un instant, toute l'œuvre de la Cinquième colonne semble menacée de ruine. Dormoy découvre l'action de la Cagoule et il y a à Paris un élan d'indignation, à Berlin un moment d'effroi.

Mais, au moment où les Allemands s'inquiètent, la presse de la Cinquième Colonne trouve le geste de parade ; elle décide de prendre l'affaire « à la blague ». Gringoire, une fois de plus, donne le ton. N'osant défendre ouvertement ceux qui stockent sur notre sol des armes étrangères, il affecte de parler des « cagouleurs » sur le mode badin, comme s'il s'agissait d'une bonne farce. Tous les autres journaux acquis à Hitler appuient la manœuvre. Elle réussit. La police, sous les quolibets, devient hésitante. Les arrestations sont rares et les accusés ne sont même pas mis en jugement. A l'élan d'indignation, succède l'ère des facéties. Abetz et Brinon respirent.

Fort de cet invraisemblable triomphe, la Cinquième Colonne se lance audacieusement dans la lutte quand éclate le drame tchécoslovaque.

Comment un Gouvernement Français acceptait-il de rompre, à l'heure du péril, l'engagement solennel qui liait la République Française à la République Tchécoslovaque ? Cette décision qui pèse si lourdement sur notre histoire est encore, pour beaucoup, inexplicable. En fait, elle s'explique par l'action du formidable organisme constitué par Abetz et Brinon.

A peine Hitler précise-t-il sa menace contre le fidèle ami de la France qu'est le Président Bénès, et le Professeur Bartnèlmy (futur ministre de Pétain) démontre dans le *Temps* que la France a le droit de ne pas tenir la parole donnée aux Tchèques. Toute la presse de la Cinquième Colonne fait aussitôt chorus, dénonce le « belliciste Bénès », le « juif Bénès », démontre, à coups de mensonges et d'hérésies historiques fabriquées en séries à Berlin, que les Sudètes doivent « faire retour » au Reich. Quiconque parle d'honneur français est traité de va-t-en-guerre.

Malgré cette campagne, Daladier mobilise. Aussitôt, Flandin (futur ministre de Pétain) tente de faire poser une affiche pour saboter la mobilisation. Il est appuyé par le journal l'*Œuvre*, qui, sous la direction de Déat, de Delmas, d'Emery, mobilise les « pacifistes intégraux » que suivent malheureusement nombre de pacifistes patriotes, mais aveugles. Sous les clameurs follement violentes qu'orchestrent Abetz, Brinon, Carbuccia, qu'encourage Georges Bonnet, Daladier cède et, d'accord avec Chamberlain, abandonne les Tchèques à Hitler.

Flandin, resté en liberté, choisit l'heure où nos alliés sont envahis pour envoyer au Führer un télégramme de félicitations, telle est déjà la puissance d'Abetz et de ses gens qu'au congrès radical de Marseille, littéralement envahi par les hommes de la Cinquième Colonne, Chichery refuse de mettre aux voix une motion condamnant Flandin.

Dans l'atmosphère ainsi créée, Abetz et Brinon obtiennent sans difficulté la signature du pacte de capitulation qu'est le pacte Ribbentrop-Bonnet.

La France, ayant laissé écraser la Tchécoslovaquie, ayant rompu, à Munich, avec l'U.R.S.S., s'en remet, pour sauver la paix, à la parole de Hitler, qui promet solennellement de respecter le territoire tchèque et, peu après, occupe Prague.

On conçoit qu'après cet éclatant triomphe, la Cinquième Colonne s'inquiète peu de l'engagement que prennent l'Angleterre et la France de venir en aide à la Pologne, si Hitler l'attaque. Pour les Germanophiles, il est entendu que ce chiffon de papier doit avoir le même sort que vient d'avoir le pacte franco-tchèque. Aussi, lorsque la menace contre la Pologne se précise, la Cinquième Colonne reprend la manœuvre qui lui a valu la victoire dans l'affaire tchèque.

Déat réussit à lancer dans l'Œuvre, malgré la résistance des rédacteurs républicains, son article « Mourir pour Dantzig » qui est aussitôt propagé à travers le monde par la Propagande allemande. C'est à la fois le plus grossier mensonge et le plus cynique appel à la lâcheté qui ait jamais paru dans un journal français.

Au lieu de le dénoncer, de le flétrir la « grande presse » lui fait de la réclame. Le *Petit Parisien* se fait télégraphier par son correspondant de Berlin que l'article Déat constitue le « fait du jour ».

En dépit de cette offensive, le gouvernement français tient bon.

Alors, la Cinquième Colonne fait donner sa grosse artillerie. Le *Matin*, qui appartient à l'Allemagne, mais qui n'intervient que dans les grandes occasions, reprend la thèse de Déat, et, conformément aux indications de Fleischauer, attaque avec violence les « bellicistes » qui entendent défendre la Pologne et la France contre l'Allemagne. Il écrit : « Mieux vaut prévenir les tortureux et les fous de Septembre qu'on ne les laissera pas faire : que la Pologne, qui change de politique comme de chemise, se débrouille ! »

Toute la Cinquième Colonne fait chorus. Mais Daladier et Chamberlain, qui depuis l'occupation de Prague, sont fixés sur la valeur des promesses hitlériennes, ne se laissent pas intimider. En dépit de Bonnet, il est décidé que la parole donnée à la Pologne sera tenue. Et, en effet, lorsque Hitler déclenche la guerre en envahissant traîtreusement la Pologne, la France et l'Angleterre relèvent le défi.

Pour la Cinquième Colonne, c'est un échec. Reste à le réparer : puisque l'Allemagne n'a pu obtenir d'écraser la Pologne pour se retourner ensuite contre la France, puisqu'il faut attaquer à la fois Varsovie, Paris et Londres, reste à faire en sorte qu'elle soit victorieuse et que de la défaite française sorte la dictature Pétain.

Organe Central du Parti Socialiste (S. F. I. O.)

Fondé en 1918

9, rue Victor-Massé (IX^e)

Téléphone : Trudaine 94-46 à 94-48.

Entre 20 heures et 2 heures : Tailbout 47-10.

Adresse télégraphique : Natpopul-Paris.

Directeur Politique : Léon BLUM.

Administrateur Délégué : J. LEBAS.

Principaux collaborateurs : PAUL FAURE, BRACKE, ZYROMSKI, SÉVÉRAC, Jean LONGUET, J. LEBAS, FÉVRIER, SIXTE-QUEINN, Raoul EVRARD, VINCENT-AURIOL, etc...

PRESSE ASSOCIEE. — Fondée en 1900. Bi-quotidien.

3, rue Marivaux (II^e).

Téléphone : Richelieu 83-79 et Provence 56-78.

Informations : Jean BERNARD, Directeur.

Rédaction : Georges REYNOLD, (politique étrangère), Auguste VIGNE (informations parlementaires), YOU (colonies), AGOURTINO, Paul LOUIS, Albin VALABRÈGUE, André LEBEY, Marie-Louise NÉRON.

PRIMA. — Agence française d'informations politiques et économiques mondiales. Services quotidiens hebdomadaires et ses suppléments hebdomadaires et mensuels. 106, rue de Richelieu (II^e).

Téléphone : Richelieu 10-01 et 10-02.

Directeur Général : Paul FERDONNET.

Directeur Politique : Pierre MOUTON.

Directeur de l'Agence de Paris : Lucien PÉRIEUX.

LE QUOTIDIEN

Fondé en 1923

CHAPITRE IV

LA CINQUIÈME COLONNE PENDANT LA GUERRE

Beaucoup croyaient — et, avec eux, l'auteur de cette brochure — qu'au premier coup de canon les dissensions entre Français s'évanouiraient, qu'il n'y aurait plus droite et gauche, fascistes et anti-fascistes, mais seulement des patriotes unis devant l'ennemi commun.

Le Gouvernement l'a cru, lui aussi. C'est pourquoi, au début de la guerre, au lieu d'arrêter les chefs de la Cinquième Colonne, il a fait appel à leur loyalisme.

Profitant de cette confiance, la bande se met au travail.

Sans doute, Abetz n'est plus là. Après un déjeuner suprême avec Carbuccia et Henri Haye, il a dû regagner l'Allemagne, emmenant avec lui Ferdonnet. Mais Brinon, Luchaire, Carbuccia, Béraud, Déat, Doriot, Bunau-Varilla, Stéphane Lauzanne, Maurras, Emery, les cagou-lards sont toujours à leur poste, et à Madrid, il y a le Grand Chef.

La toute première manœuvre est tentée par Déat. Il signe, avec quelques « pacifistes » un manifeste invitant les combattants à mettre la crosse en l'air.

Mais, cette fois, le Gouvernement décide d'engager des poursuites. Déat, convoqué par le juge d'instruction, prend peur et déclare pitoyablement que sans doute il a signé le manifeste, mais qu'il ne savait pas qu'on le rendrait public. Pour éviter le scandale, on se contente de cette reculade, et Déat reste libre, attendant son heure. Il lui est même permis d'écrire et de siéger au Parlement.

Deuxième manœuvre : l'affaire d'Italie.

Tandis qu'Hitler s'est jeté sur la Pologne, l'armée française s'est établie sur la ligne Maginot, sur la ligne Daladier, et, en gros, y reste sur la défensive.

Une même idée vient à l'esprit de tous : il faut profiter de ce que l'armée allemande est engagée en Pologne, pour régler l'affaire italienne : ou l'Italie se rangera, par des actes, à côté des Alliés, où l'armée française franchira les Alpes, et le peuple italien libéré prendra position contre le Reich.

Tous les plans sont prêts pour cette offensive, et il est superflu de dire que, menée à bien, elle aurait changé la face de la guerre. Mais, face à ce danger qui menace l'Axe, la Cinquième Colonne entre en action.

Mussolini ayant accepté de rester neutre aussi longtemps que la France ne serait pas en danger, la presse de la Cinquième Colonne feint de voir dans cette rouerie grossière une manifestation pro-alliée. Elle acclame, encense le Duce. Les gouvernements de Londres et de Paris, entraînés par cette campagne à grand fracas, rendent hommage à Mussolini. Du coup, les plans d'offensive en Italie sont jetés au panier. Tandis que la Pologne est envahie, l'armée française demeure l'arme au pied sur les Alpes, comme sur le Rhin.

Ainsi commence ce que le public appelle spontanément « la drôle de guerre ».

Troisième manœuvre : la propagande Ferdonnet.

L'ancien directeur de l'Agence Prima, l'homme de la campagne « Pétain au pouvoir » a suivi Abetz en Allemagne et il parle tous les jours à la radio de Stuttgart.

De là il développe invariablement le même thème : « Cette guerre est absurde. Elle est la guerre des démocraties. Or, le fascisme est cent fois, mille fois supérieur à la Démocratie. La France a donc tout à gagner à la victoire de l'Allemagne. Paix avec Hitler et sus à la perfide Albion ! »

Cette campagne menée par un traître notoire, paraît trop grossière pour être dangereuse. Mais elle est savamment appuyée par les membres de la Cinquième Colonne demeurés en France.

Le journal **Je suis partout** fait écho à la radio de Stuttgart et mène contre l'Angleterre une campagne systématique qui finira par provoquer, sous Reynaud, l'arrestation de plusieurs de ses rédacteurs. D'autres, plus adroits, se contentent de mener campagne contre la République, la Démocratie, la Liberté, manière habile de défendre le nazisme et le fascisme. C'est la besogne dévolue notamment à **Gringoire**, à l'**Action Française**, au Cercle Fustel de Coulanges.

La Cinquième Colonne ayant réussi à faire pénétrer ses hommes dans les services de la Propagande, la Censure, favorise systématiquement toutes ces attaques contre la République. A l'inverse, sous prétexte qu'il ne faut pas « faire de politique » qu'il ne faut pas « mécontenter Mussolini », elle sabre tous les articles dans lesquels les républicains tentent de défendre l'idéal humain qu'incarne devant le monde le nom de notre pays.

Ainsi, la France apparaît aux yeux de ses enfants et aux yeux des Nations, comme un pays qui renie la grande tradition de 89, comme un pays qui rougit de lui-même et s'excuse de combattre pour la Liberté.

Si l'on se battait, cela n'aurait pas grande importance. Seulement, on ne se bat pas. Dans l'oisiveté forcée qu'entraîne la guerre purement défensive, les officiers, comme il est inévitable, parlent politique.

Or, quels sont leurs journaux favoris, ceux qui s'étalent dans les mess et dans les popotes, ceux que les chefs lisent ostensiblement devant leurs soldats ? C'est **Gringoire**, c'est **Je suis partout**, c'est l'**Action Française**, c'est le **Matin**, ce sont les journaux de la Cinquième Colonne !

Certains chefs de corps, non contents de prôner, d'étaler ces journaux, vont jusqu'à interdire les journaux républicains qui attaquent le nazisme et le fascisme. L'**Œuvre**, coupable d'avoir rejeté Déat et de mener campagne contre Hitler, est frappé d'interdit dans certains régiments. La **Lumière**, coupable d'avoir dénoncé la bande Abetz-Brinson-Carbuccia, est tenue pour un journal suspect, même l'**Epoque** de Kérislis est traitée avec méfiance.

Résultat pratique, c'est la Cinquième Colonne, c'est-à-dire l'Allemagne nazie, qui, huit mois durant, est chargée de former le moral des officiers français.

Ce sont les complices de Ferdonnet, les futurs panégyristes du vichysme qui, huit mois durant, endoctrinent les cadres de l'armée française.

Quatrième manœuvre : l'affaire d'Orient.

Le Haut Commandement français, estimant qu'il y a plus qu'assez de monde derrière les lignes inviolables, a envoyé une armée en Orient, sous le commandement de Weygand.

Puisqu'on se tient l'arme au pied en France, il semble logique que l'armée d'Orient devienne armée de manœuvre. Un débarquement à Salonique, une entente militaire avec le peuple yougoslave et ce peuple grec qui devaient, peu après, montrer un si splendide héroïsme, est chose facile. Par l'Orient, un coup redoutable peut être porté au Reich.

Mais aussitôt, la Cinquième Colonne se remet au travail : Une entente avec les Yougoslaves et les Grecs risquerait de nous faire perdre les bonnes grâces de notre « ami » Mussolini : il ne peut en être question.

Alors, comme on n'ose pas dire que l'armée d'Orient doit rester inerte en attendant l'heure de capituler sans combat, on voit naître, par les soins de la Cinquième Colonne, la folle idée d'une campagne contre l'U.R.S.S.

Le même général Weygand qui, peu après, alléguera le manque d'hommes pour justifier les honteux armistices, demande à Gamelin de prélever des troupes et du matériel sur le front français pour une expédition dans le Caucase.

Bien entendu, Daladier et Gamelin refusent ! Mais du coup, le projet d'une attaque par Salonique est liquidé : Hitler peut garder toutes ses troupes en vue de l'offensive de mai.

Arrive cette offensive. Les ponts de la Meuse ne sautent pas. L'ennemi passe. Les parachutistes, utilisant les dépôts des Cagoullards, sèment la panique derrière le front. Tandis que la ligne Maginot tient bon, la ligne Daladier semble se volatiliser. Après Dunkerque, un essai de résistance a lieu sur la Somme et l'Aisne ; puis l'armée bat en retraite ; puis cette retraite se change en fuite.

C'est de cette fuite que font état les nazis et vichyssois pour dire : « Le soldat de 1940 ne valait pas celui de 1914 ».

Mensonge ! Mensonge lancé par les traîtres pour masquer leur trahison !

Le soldat de 1940 vaut celui de 1914 et il le prouve en résistant magnifiquement partout où il est bien commandé. Mais ce que tout le monde sait aujourd'hui, c'est qu'à l'heure où Pétain et Weygand donnent, pour la forme, l'ordre de résister, ils ont déjà décidé de capituler.

Dès la Somme, ils réclament l'armistice.

Comme Reynaud résiste, ils ne songent qu'à lui forcer la main. Conséquence : sur les unités prêtes au combat, les ordres de repli s'abattent.

Partout, on attend l'ennemi, on fait front. L'ordre arrive : reculez ! On recule, on se met en position de combat, on est plein d'espoir. Reculez encore.

Beaucoup de soldats croient, de bonne foi, qu'il s'agit d'une manœuvre de grande envergure, d'un repli précédant la contre-offensive.

Hélas ! il s'agit de la manœuvre de Pétain et de la Cinquième Colonne contre Renaud, contre la République, contre la France. Les troupes veulent la lutte qui libérera le sol de la patrie ; les traîtres veulent la débâcle qui donnera le pouvoir à Pétain.

Un grand nombre d'officiers d'active et de réserve sont, par malheur, d'accord avec Pétain. Ce n'est pas impunément que Gringoire, le *Matin*, Je suis partout les ont gorgés des slogans fabriqués par Fleishauer. Ils en sont arrivés à croire que l'ennemi numéro un est

l'Anglais, que la victoire allemande, en balayant la République, inaugurerait la « renaissance nationale », qu'elle sera un nouveau six février, que mieux valent les casques à pointe aux Champs Elysées que les casquettes des « salopards » à la Bastille...

Alors on voit, car le pays l'a vu, des officiers, abandonnant leurs troupes, se ruer vers le Midi. Ils filent en auto. Quelques-uns emmènent femmes et enfants. Sur les places de nos villes, de nos villages, ils s'arrêtent parfois pour faire de l'essence. Et les slogans jaillissent : « Cette fois, c'en est fait de la République ! » « Hitler nous sauve du communisme », « Vivement la dictature ! », etc..., etc... Pour un peu, on s'embrasserait.

Sans doute, sur d'autres points, des troupes bien commandées résistent, entassent exploits sur exploits. Mais des masses de soldats se trouvent sans chefs, sans ravitaillement, sans autres instructions qu'une consigne générale de repli.

Bien entendu, des unités se désagrègent. Mais à qui la faute ? Aux soldats ? Non et non. Bien encadrés, ils sont prêts à la lutte et le prouvent.

La faute en est à Pétain qui, au lieu de songer à la résistance, ne songe qu'à la capitulation. La faute en est à la Cinquième Colonne qui a réussi à faire croire à des officiers français — par tradition braves entre les braves — que de la défaite sortirait le salut.

Faut-il une dernière preuve de l'action profonde exercée sur une partie des officiers français ?

Quand Pétain sollicite l'armistice, notre flotte de guerre est intacte. Elle n'a pas connu la défaite. Il lui est possible, il lui est facile de gagner des ports anglais et de continuer la lutte.

Or, dans son ensemble, elle ne le fait pas.

Sans doute, un certain nombre de nos marins répondent à l'appel de de Gaulle, mais le plus grand nombre répond à l'appel de Pétain, accepte la honteuse capitulation.

Pourquoi ?

On ne peut pas prétendre que les amiraux, contre-amiraux, commandants d'unités sont contraints à cette décision parce que « le marin de 1940 ne vaut pas celui de 1918 ». Nos marins, en 1939, ont fait tout leur devoir. Ils sont prêts à continuer en 1940. Si la plus grande partie de notre flotte, sourde aux appels du général de Gaulle, préfère aux gloires de la lutte les hontes du régime vichyssois c'est parce que les chefs, les officiers ont fait leur choix : lecteurs assidus de la presse Abets-Brinon, ils croient, eux aussi, que la Démocratie est l'ennemi numéro un, que la victoire allemande, qui fera une France fasciste, est une victoire bienfaisante il se ruent avec les Darland, les Abrial, les Platon, les Esteve, les Decoux, dans les hontes de la collaboration.

La preuve est donc faite : ce qui, en 1940, provoque la débâcle, ce n'est, à aucun degré, la veulerie des soldats français : c'est l'œuvre de trahison accomplie par la Cinquième Colonne.

Pétain et ses complices immédiats veulent la défaite parce qu'elle leur apportera le pouvoir ; les officiers, endoctrinés par **Gringoire**, **Je suis partout** et autres feuilles fascistes acceptent allègrement cette défaite parce qu'elle les débarrassera de la République et de l'alliance avec l'Angleterre. C'est de cette double volonté que sort la débâcle.

L'effondrement de 1940 ne s'explique, ni de près ni de loin, par un affaiblissement des vertus militaires du peuple de France : il est l'œuvre d'une trahison sans précédent dans notre histoire, l'œuvre de la Cinquième Colonne.

CHAPITRE V

LA CINQUIÈME COLONNE APRES L'ARMISTICE

Sur l'activité de la Cinquième Colonne après l'armistice, inutile d'insister, les faits parlent : Pétain et sa bande entreprennent, comme convenu, de nazifier la France ; Hitler, comme convenu, les paie en places et prébendes. Pour la galerie, cela s'appelle la Révolution Nationale.

L'œuvre de nazification est rondement menée. Sur l'ordre de Hitler, Pétain abolit les régimes démocratiques, la liberté de conscience, la liberté de la presse, les libertés politiques, les libertés syndicales. Sur l'ordre de Hitler, il traque les anciens combattants juifs, francs-maçons, communistes, démocrates. Sur l'ordre de Hitler, il rétablit les lettres de cachet, envoie en prison ou dans les camps de concentration quiconque se permet une critique. Sur l'ordre de Hitler, il institue, à l'aide de ses légionnaires, de ses S. O. L., de ses miliciens une gigantesque agence de mouchardage chargée de dénoncer les gaullistes. Sur l'ordre de Hitler il réduit les ouvriers à la famine et permet à tous les profiteurs bien pensants de ramasser des fortunes. Sur l'ordre de Hitler, il rétablit l'esclavage pour forcer les jeunes Français à aller travailler en Allemagne. Bref, il exécute point par point le programme dicté par Berlin à la Cinquième Colonne : faire de la France des Droits de l'Homme une annexe du Reich hitlérien.

En échange, les vieux membres de la Cinquième Colonne, et les capitulards qui sont venus grossir leurs rangs, reçoivent « honneurs » et appointements. Le vichysme, c'est la ruée vers les places. Pétain se voit décerner le titre qu'il convoitait : il est « chef de l'Etat », responsable devant Dieu seul, traduisez : devant Hitler. Brinon reçoit, avec le titre d'ambassadeur « de France » la réalité du pouvoir, c'est-à-dire la charge de transmettre à Vichy les ordres de Berlin. Laval est nommé dauphin. Des portefeuilles récompensent Chautemps, Marquet, Chichery, Baudouin, Bouthillier, Alibert, Rivaud, Chevalier, Belin, Flandin, Barthélémy, Peyrouton, Pucheux, Cathals, Bonnafous, Lagardelle, Romier, Bichelonne, Abel Bonnard, Gabolde, etc... Des portefeuilles encore ou des ambassades ou des gouvernements généraux récompensent les Henri Haye, les Piétri, les Bérard, les Bergery, les Kergariou, les Paul Morand, les amiraux déserteurs du combat, Darlan, Platon, Decoux, Esteva, Abrial, Bard, les généraux collaborateurs, types Bergeret, Bridoux, Dentz, etc... De bonnes places récompensent les Scapini, les Vallat, les Trochu, les Darquier de Pellepoix, les Gillouin, les Bernard Faï, les Henriot, Dominique, les Marion, les Creyssel. Enfin la direction morale du pays, c'est-à-dire le soin de répandre la bonne doctrine boche, récompense les journalistes type Maurras, Carbuccia, Déat, Doriot, Luchaire, de Beauplan, Bunau-Varilla, Lauzanne, Recouly Lombard, Crouzet, Jean Drault, Henri Clerc, Lèbre, Suarez, Pierre Héricourt, Pujo, Garcin, Paquis, Coltrat, Vautel, Brasillach, etc... et les « écrivains » chargés d'éreinter le régime ci-devant et de magnifier l'ordre nouveau, type Monzie, Montigny, Mistler, Châteaubriant, Drieu la Rochelle, Montherlant, José Germain, Maurice Rostand, Ajalbert, Chaumeix, Benjamin, Emery, Demaison, Sacha Guitry, etc...

En un mot, la Cinquième Colonne, après avoir livré la France, s'emploie consciencieusement à la germaniser ; en échange elle reçoit le salaire promis : Hitler et Pétain sont des « réguliers ».

Il appartiendra un jour à l'histoire vengeresse de peindre ce régime abject, cette dictature des traîtres sans précédent dans notre histoire.

En attendant, il est un dernier point qu'il faut, dès à présent, mettre en pleine lumière : c'est le travail formidable accompli par la Cinquième Colonne à Vichy, aux États-Unis, en Afrique du Nord, en vue de tromper le Président Roosevelt et la grande Démocratie américaine.

On sait les faits. En novembre 1942, la France gaulliste, c'est-à-dire la France, apprend avec enthousiasme le soudain débarquement des Américains en Afrique du Nord. La joie, l'espoir sont dans tous les cœurs. Et puis, brusquement, consternation : on apprend que les représentants de la noble, de la généreuse République américaine ont signé un accord avec Darlan, c'est-à-dire avec l'homme de l'armistice et de la collaboration ! On apprend que le général Giraud convie les Français à s'unir « dans l'amour du Maréchal Pétain », c'est-à-dire dans l'amour de la trahison et de la Cinquième Colonne ; on apprend qu'un « Conseil de l'Empire » compte dans son sein le traître Noguès, le traître Boisson, le traître Chatel ; on apprend que les gaullistes qui ont aidé nos frères d'Amérique à débarquer sont dénoncés, mouchardés, persécutés, emprisonnés par la légion ; on apprend que de Gaulle lui-même se voit refuser le droit de venir en Afrique du Nord.

Naturellement, on se demande : que se passe-t-il ?

Il se passe ceci : la Cinquième Colonne, après avoir trompé et trahi Paul Reynaud, tente de tromper et de trahir le président Roosevelt.

C'est à Vichy que le travail a commencé. L'amiral Leahy, soldat loyal et fier, et par là même peu enclin à soupçonner la trahison, est littéralement assiégré par les émissaires d'Abetz, de Brinon, de Pétain. Ceux-ci, inlassablement, lui content que le Maréchal est, au fond, un bon Français, que, sans doute, il est victime des événements et du fait que l'Allemagne lui a imposé Laval, mais qu'au fond il attend impatiemment l'heure de la revanche. Les émissaires ajoutent que la France entière est pétainiste et qu'en attaquant le « vainqueur de Verdun », de Gaulle a commis une faute irréparable.

Tandis que ce travail se poursuit à Vichy, Chautemps, en Amérique, appuie la manœuvre.

La responsabilité de Chautemps dans la grande trahison de Bordeaux est terrible. C'est lui qui, en débauchant au dernier moment certains ministres du Cabinet Reynaud, a assuré l'avènement de Pétain. C'est lui, qui, en renonçant à se rendre en Afrique du Nord pour y continuer la lutte, a décidé de l'infâme capitulation.

Pour payer ces services exceptionnels, Pétain donne un portefeuille à Chautemps. Mais Chautemps, plus fin que ses collègues parlementaires, comprend vite que ce portefeuille est attribué à titre provisoire, et il demande autre chose. Après diverses missions, il est chargé de représenter en Amérique non les intérêts de la France, — ceux-ci sont confiés à Henri Haye — mais les intérêts personnels de Pétain. Autrement dit, il doit propager aux États-Unis la légende selon laquelle le Maréchal serait le prisonnier de Laval et de l'Allemagne et attendrait en secret l'intervention des Anglo-Saxons.

Cette légende d'un Pétain patriote, c'est celle dont a usé Ferdinand pour hisser le Maréchal au pouvoir. Chautemps, en la reprenant, poursuit l'œuvre de la Cinquième Colonne.

Sous son influence, sous celle de ses complices on finit naturellement par croire, dans l'entourage du président Roosevelt et du gé-

néral Eisenhower, que, si Vichy est infâme, Pétain est, au fond anti-vichyssois. C'est en raison de cette croyance que les chefs américains qui débarquent en Afrique du Nord font appel aux « pétainistes » et prennent position contre le gaullisme.

Et sans doute, les Français résistants sont consternés en apprenant la chose, mais — on ne saurait le dire assez haut — ils n'éprouvent pas le moindre ressentiment contre les Etats-Unis, parce qu'ils voient tout de suite d'où vient le coup : c'est la Cinquième Colonne, par la voix des émissaires de Pétain qui a réussi à faire croire, aux Etats-Unis, que le Maréchal était patriote, que la France était pétainiste, que, si l'on voulait l'avoir avec soi, il fallait invoquer « le Maréchal ».

Peut-on être surpris que les hommes d'Etat, les généraux américains se soient laissé prendre à ces affirmations ? Hélas ! avant d'abuser de la bonne foi du Président Roosevelt, du général Eisenhower, de M. Murphy, Pétain et ses gens avaient abusé de Paul Reynaud lui-même, puisque c'est Reynaud qui avait appelé le Maréchal au pouvoir. Ils avaient abusé l'Assemblée Nationale, puisque c'est le Parlement qui avait fait Pétain dictateur. Là où des Français, informés entre tous, s'étaient ainsi laissé prendre, il n'est pas étonnant que des hommes vivant loin de chez nous aient pu être trompés.

C'est pourquoi les événements d'Algérie, si douloureux qu'ils aient été, n'ont pas porté la moindre atteinte à l'amitié profonde qui, depuis un siècle et demi, unit les deux Républiques gardiennes des Droits de l'Homme.

On s'est contenté de dire en France : « Ah ! quand les Américains sauront... » Et, en effet, dès qu'ils ont su, dès que la Manœuvre de la Cinquième Colonne a été démasquée, le général de Gaulle a été acclamé en Algérie et en Tunisie, les lois de la République, rétablies en Afrique du Nord, y ont balayé le vichysme nazi ; enfin le Comité de la Libération a décidé, aux applaudissements de la France résistante, de déférer à sa justice Pétain et ses complices, décision qui a été pour la France trahie une première revanche, pour la Cinquième Colonne une première défaite.

Certes, c'est avec joie qu'on écrit ces mots « défaite de la Cinquième Colonne », mais ne sous-estimons pas la puissance de l'ennemi : battus en Afrique, les traîtres n'ont pas renoncé à la lutte.

Ce que sera leur dernière tentative, tout le monde le sait en France : ils vont essayer de retourner leur veste.

Pétain, le tout premier, commence à faire dire que, si les Anglo-Saxons débarquent, il est prêt à les accueillir. Laval, Bonnet, Brinon font chorus. A l'heure où nous écrivons ces lignes, il n'est question, à Vichy, que de restaurer la République pour amadouer les Américains. Ceux qui ont mené les plus abjectes campagnes contre le « Juif Roosevelt » et l'« ivrogne Churchill » se préparent à les encenser. Grâce à cette palinodie, ils se voient déjà sauvant leur peau, et, qui sait ? gardant le pouvoir.

Bien entendu cette manœuvre échouera, comme a échoué, en fin de compte, la manœuvre d'Algérie : Pétain et sa bande rendront compte de leur trahison, et c'est la France de la Résistance qui accueillera ses Alliés. Mais ce résultat certain sera atteint d'autant plus promptement que les agissements de la Cinquième Colonne auront été mieux démasqués. D'où cette brochure.

CHAPITRE VI

FACE A LA TRAHISON, LA RESISTANCE !

Nous disions au seuil de cette étude : la France n'a pas été vaincue, la France a été vendue.

Nous en avons donné la preuve.

La légende vichyso-berlinoise veut que notre pays ait été battu parce qu'il était dégénéré. En fait, il n'a pas même été battu : Pétain et la Cinquième Colonne l'ont empêché de se battre. Il a été livré à l'ennemi par une bande de fascistes qui ont fait appel à Hitler pour renverser la République.

Veut-on la preuve suprême, la preuve décisive, que la France, trahie, est restée la France, qu'elle demeure, sous l'occupation, ce qu'elle a été en tout temps : le soldat indomptable de la Liberté ?

Un fait apporte cette preuve : le Gaullisme.

Le gaullisme, c'est-à-dire la résistance.

Des observateurs étrangers, qui ne faisaient que passer chez nous, ont pu croire, voyant les dehors, qu'une partie de la France était « pétainiste », c'est-à-dire qu'elle acceptait la défaite et les hontes de la collaboration.

En effet, les hommes de la Cinquième Colonne, dûment stylés par les nazis, ont organisé un battage formidable en l'honneur de Ferdinand. Qu'on écoutât la radio ou qu'on lût les journaux de Vichy, c'étaient toujours les mêmes clichés : « Pétain acclamé à Lyon... Pétain acclamé à Marseille... Pétain acclamé à Toulouse... ». Suivaient les comptes rendus lyriques : évêques apportant leur encens, petites filles apportant leurs bouquets, confiseurs apportant leurs francisques en sucre, artisans apportant leurs chefs-d'œuvre. Sur les murs, des affiches flamboyantes : « L'œuvre de Pétain... Pétain le sauveur... Un seul chef, Pétain... ». Aux vitrines des magasins photos et photos : Pétain de face, Pétain de profil, Pétain de trois quarts, Pétain serrant la main à Laval, Pétain serrant la main à Hitler. Dans les camps même de prisonniers, des cercles Pétain, des groupes Pétain !

Oui, on comprend que les étrangers de passage aient été frappés par tout ce battage, par cette grossière parade de foire. On comprend hélas ! qu'ils aient cru qu'une partie de la France était « pétainiste », c'est-à-dire s'enfonçait lâchement dans la fange de la collaboration.

Seulement, pour qui voyait le dedans, qu'était-ce que le pétainisme ? Exactement ce que nous venons de décrire : la Cinquième Colonne.

Une poignée de traitres. Poignée bruyante, remuante. Mais poignée.

Or, tandis que cette bande inaugurait son avènement dans les cris de triomphe de Bordeaux, dans les « fêtes » légionnaires, une voix s'élevait à Londres : « Ici le général de Gaulle !... » Aussitôt, d'un même élan, sans que personne eût consulté personne, le pays, écrasé, opprimé, mais relevant déjà la tête, répondait : « Ici, la France !... ».

Ainsi naissait, dans la fidélité, dans l'honneur, dans le culte de la patrie retrouvée, ce que l'histoire appellera, ce que nous avons déjà le droit d'appeler, l'épopée de la Résistance.

Le gaullisme, tout de suite, c'est l'union.

En 1940, il y a en France des laïques et des croyants, des conservateurs et des révolutionnaires, il y a des radicaux, des socialistes, des communistes, des droitiers, des centristes.

L'appel du général de Gaulle retentit : il n'y a plus que des Français.

En vain, les gens de la Cinquième Colonne abordent les républicains, les hommes de gauche et leur disent : « Mais voyons, ce de Gaulle est un homme de droite... Il était d'Action Française... ». Les hommes de gauche répondent : « Il est Français, il veut la lutte : il est des nôtres ».

En vain les Vichysois insistent : « Il s'est désigné lui-même... Allez-vous, vous démocrates, accepter la dictature d'un homme ?... ». Les démocrates répondent : « de Gaulle, ce n'est pas un homme, c'est la France ».

Tout le secret du gaullisme est dans ce dernier mot. Ce n'est, ni de près ni de loin, l'engouement pour « un homme ». De Gaulle, pour la plupart est un inconnu. On ne connaît pas ses traits. Pour les millions de Français qui l'attendent avidement à la radio, ce n'est qu'une voix : mais cette voix flétrit la trahison, cette voix évoque l'honneur, la fidélité, la revanche : cette voix est la voix de la France.

Dans l'union ardente que cette voix suscite, l'action commence.

Bien humble, au début. Que pourrait-on faire ? On s'évertue, malgré les brouillages, à capter les émissions de Londres. On va trouver les voisins, les amis. On répand la bonne nouvelle :

— Ils tiennent !..

« Ils », ce sont nos alliés anglais, ceux qui, — foi de Pétain ! — devaient capituler dans la quinzaine, mais, qui, sous les bombes, tiennent.

Prudemment, on ajoute aux informations quelques mots de propagande. On y va avec précaution... Et puis, soudain, on s'aperçoit qu'on prêche des convertis, que tous les Français sont Français :

— Les s... nous ont vendus. Patience ! Tout n'est pas fini.

Sur cette double affirmation l'unanimité française se fait.

Pétain, qui le sent, s'inquiète. Mais, après tout, les Allemands sont là. Il a pour lui la force. Il en use. La « propagande gaulliste » devient un crime, l'« antipétanerie » devient lèse-majesté. Par milliers des gaullistes sont jetés en prison ou dans des camps de concentration.

Alors, la « résistance » commence à s'organiser. Des groupes se forment. Des tracts paraissent.

Comme l'action clandestine est chose nouvelle dans un pays de libre discussion, on n'a pas trop la manière. On se fie à l'unanimité des braves gens. On ne prend pas garde au légionnaire, au mouchard qui, dans son coin feint d'acquiescer, mais note propos et noms. De nouveau, des braves tombent. Mais la répression, sournoise ou violente, exaspère la résistance et, petit à petit, on prend l'habitude de ce combat dans l'ombre. On apprend à se méfier, à tromper l'adversaire. On prend conscience du péril que constitue un rendez-vous pris par

téléphone, une adresse notée sur un carnet, un bouton de radio laissé sur la bande des 31 mètres. On s'entraîne.

Bientôt des journaux paraissent, « quelque part en France. »

Pauvres petits journaux, tout modestes, tout humbles. On les imprime en cachette sur le peu de papier qu'on a réussi à se procurer. Que de choses on aurait à écrire ! Mais le vieux cliché « faute de place » prend toute sa valeur tragique, on ne dit pas le centième de ce qu'on voudrait crier. Tout de même le journal « paraît » au prix de mille difficultés et de mille périls.

C'est **Combat**, c'est **Libération**, c'est le **Franco-Tireur**, c'est la **Voix du Nord**, c'est **l'Humanité**, c'est le **Populaire**, c'est la **Vie Ouvrière**, c'est **Résistance**, c'est **Défense de la France**, ce sont les **Cahiers du témoignage chrétien**, c'est **l'Insurgé**, c'est le **Père Duchesne**, c'est le **M. O. F.** et cette liste est bien incomplète.

Grâce à des « transporteurs » qui risquent leur vie, ces journaux s'en vont des villes jusqu'aux villages les plus reculés, jusqu'aux hameaux et, là, le soir, portes closes, on les lit comme jamais journaux n'avaient été lus en France. On a comme une joie sensuelle, tandis qu'au dehors la pétainerie s'étale sur les murs, hurle sur les tréteaux, à lire enfin, en noir sur blanc : **Un traître, Pétain ; un Français, de Gaulle**. On savoure les messages de Churchill, les messages de Roosevelt, plus tard les ordres du jour de Staline. On relit, ligne par ligne, les comtes rendus du procès de Riom, la lettre d'Herriot et Jeanneney à Pétain, les envois suprêmes, telle la lettre de Gabriel Péri, qu'au moment d'être fusillés les communistes, les gaullistes ont pu faire parvenir aux leurs. On se penche sur les documents, les photos qui établissent la collusion Ferdonnet-Pétain.

C'est entendu, ces journaux qui ont, durant des années, entretenu la flamme de la Résistance restent inconnus au dehors. L'étranger, qui passe et les ignore, nous juge sur la presse non clandestine, sur les ignominieuses feuilles de Vichy et les éditions françaises du **Pariser Zeitung**. Mais, un jour, la presse clandestine sera, comme elle le mérite, connue de tous, et il n'y aura pas d'œuvre journalistique dans la longue histoire de la presse française, qui fasse plus d'honneur à notre pays.

Autour des journaux clandestins, les groupes s'organisent. Leurs tâches ? Faire passer la ligne de démarcation, sauver des juifs, des francs-maçons, des communistes, contrebattre au sein des administrations l'action vichyssoise, démoraliser les troupes d'occupation en faisant parvenir jusqu'à elles les dures vérités que Berlin leur cache, entraver les communications de l'ennemi, ses transports de troupes et de munitions, faire obstacle aux rafles d'aliments et d'objets par lesquelles il essaie de vider et d'affamer la France, faire parvenir à de Gaulle et aux alliés des renseignements militaires, exécuter les mouchards, cacher les jeunes Français qui refusent d'aller travailler en Allemagne, les munir de faux papiers, les ravitailler, les encadrer, constituer des dépôts d'armes et des troupes en vue du jour J, faire passer des soldats en Afrique, saboter la production militaire : c'est à ce travail que se vouent non pas des centaines de milliers, mais des millions de Français et de Françaises.

Nous disons bien : des millions. Car, à côté des organisations de résistance qui, contraintes au secret, ne peuvent recruter qu'avec prudence, il y a la masse de ceux qui, sans appartenir à aucun groupe, sans avoir besoin d'aucun mot d'ordre, s'associent spontanément à la tâche commune.

Il y a, outre l'action des syndicats héroïquement reformés, les innombrables ouvriers qui déploient leur ingéniosité proverbiale pour organiser le sabotage et la sous-production, qui détraquent les machines, multiplient les malfaçons, aggravent les détériorations auxquelles on les charge de porter remède.

Il y a les innombrables cultivateurs qui cachent soigneusement les produits sur lesquels les Allemands tentent de faire main basse.

Il y a les patrons, les ingénieurs qui aident leurs ouvriers, leurs employés, à échapper aux rafles de Laval.

Il y a l'armée des fonctionnaires républicains qui, demeurés à leurs postes, font de leur mieux pour contrecarrer l'œuvre des traîtres.

On ne peut pas, à l'heure où ces lignes sont écrites, donner plus de précisions. Mais ce qu'on peut dire, c'est que tout cet immense travail s'accomplit sous la menace permanente de la Gestapo de Berlin, de la Gestapo de Vichy, des bandes de mouchards que forment les légionnaires, les S. O. L., les miliciens : C'est qu'à chaque instant, hélas ! aux réunions clandestines le même mot revient : « X... a été pris », c'est que, par milliers, les résistants sont jetés dans des cachots, livrés aux tortionnaires allemands ou vichyssois, entassés dans les camps de concentration, envoyés en Allemagne, fusillés ; c'est que, malgré la répression impitoyable, dix se lèvent pour un qui tombe, chaque martyr fait des soldats.

Bien sûr, on dira que tout cela est peu de chose à côté des souffrances qu'endurent ceux qui se battent en Russie, en Afrique. Et qui ne le sait ? Et combien, parmi les résistants, préféreraient, de toute leur âme, à l'action clandestine les joies de la lutte ouverte, du combat sur les champs de bataille !

Mais enfin, tandis que la résistance s'organise au dedans, il y a des Français qui, au dehors, se battent. Il y a tous ceux qui ont pu rejoindre de Gaulle, Larminat, Kœnig, Catroux, Leclerc, Le Gentilhomme, tous ceux qui se battent en Ethiopie, se battent en Lybie, qui à peine équipés, se battent en Tunisie, en Italie ; il y a tous les marins, tous les aviateurs qui, dès juin 1940, se portent du côté des Alliés et font flotter nos couleurs sur les mers et dans les airs.

Ils montrent assez, ceux-là, de quoi la France est capable, ce qu'elle aurait fait sur notre sol même si, au lieu de la trahir, on lui avait permis de se battre. Ils prouvent que notre armée est restée digne de son passé, digne de son pays.

Alors, totalisons : d'un côté des soldats qui, sur les champs de bataille, donnent l'exemple de l'héroïsme militaire, de l'autre tout un peuple qui donne l'exemple de l'héroïsme civil et qui, affamé, traqué, tient tête aux bourreaux de Vichy et aux bourreaux de Berlin.

En présence de ce total, qui — hors l'ennemi et ses agents — oserait venir parler d'une France pétainiste ?

Le pétainisme, c'est-à-dire la trahison approuvée, la collaboration consentie, c'est le masque hideux que la Cinquième Colonne plaque sur le visage du pays qu'elle a livré, puis bâillonné. Le gaullisme, c'est la France.

CONCLUSION

LA FRANCE PEUT TRAVAILLER, LE FRONT HAUT, A LA CONSTRUCTION DU MONDE NOUVEAU

De ce qu'on vient de voir, que résulte-t-il ? Que l'honneur de la France est sauf.

Si le peuple français, reniant sa gloire, avait fui devant l'ennemi, s'il avait accepté l'armistice, s'il avait accepté la collaboration, il mériterait le mépris du monde.

Mais le peuple français n'a pas fui ;
le peuple français n'a pas accepté l'armistice ;
le peuple français n'a pas accepté la collaboration ;
Le peuple français a été trahi.

La trahison de Judas ne diminue pas Jésus, la trahison de Ganelon ne diminue pas Roland, la trahison de Dumouriez ne diminue pas la Révolution ; la trahison de Pétain ne diminue pas la France.

Vendue à l'ennemi, affamée, ensanglantée par les hommes de Hitler et les hommes de Pétain, mais n'ayant jamais fléchi dans sa volonté de résistance, n'ayant jamais dévié, la France peut aller le front haut.

Elle a le droit de regarder les autres Nations les yeux dans les yeux, de leur parler d'égal à égales.

On nous dit : « C'est à l'étendue des sacrifices qu'il faut mesurer l'étendue des droits, et c'est aux Nations qui ont versé le plus de sang qu'il appartient de refaire le monde ».

Soit. Mais nous répondrons ceci :

la guerre de 1939 n'a été que le troisième épisode d'une guerre plus vaste, la guerre que le pangermanisme avide d'hégémonie et de conquête, a déchainée en 1870 ;

or, au cours de cette guerre de 73 ans, la France, une première fois, a été seule ;

à la seconde fois, c'est elle qui a supporté le plus rude effort de l'ennemi ;

s'il est vrai qu'à la troisième fois une abominable trahison l'a écartée longtemps des champs de bataille, — dont, grâce à de Gaulle, elle n'a jamais été absente, — il demeure qu'au total elle a versé des flots de sang dans la lutte commune.

En 1918, aucun de nous n'a songé à faire état du fait que la France avait perdu plus d'hommes que les Etats-Unis pour réclamer une place privilégiée : Au contraire, nous nous sommes réjouis que nos frères d'Amérique, entrés plus tard dans la lutte, eussent subi moins de pertes, et nous avons reconnu au Président Wilson une sorte de primauté morale dans les débats dont est sortie la paix précaire de Versailles.

Aujourd'hui nous demandons simplement à être traités comme nous avons traité les autres.

Nous sommes les premiers à dire : « Où en serait le monde aujourd'hui, s'il n'y avait pas eu de République chinoise tenant sous

l'assaut japonais, Londres tenant sous les bombes, l'U.R.S.S. tenant sous la plus formidable ruée allemande, les armes et les hommes des Etats-Unis franchissant les mers ? ».

Mais nous demandons qu'on ajoute : « Où en aurait été l'Angleterre, ou en auraient été la Chine, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, s'il n'y avait pas eu d'abord la France tenant sur la Marne, la France tenant à Verdun ? ».

Vendue mais non vaincue, immuable dans sa double résistance à Berlin et à Vichy, forte des flots de sang qu'elle a versés, la France, au jour de la victoire, a le droit d'aller de pair avec l'Angleterre, l'U. R.S.S., les Etats-Unis, la Chine, — de pair aussi avec ces nations qu'on appelait sottement « petites » et qui aux jours de l'épreuve se sont révélées grandes parmi les grandes : Tchécoslovaquie, Pologne, Belgique, Hollande, Yougoslavie, Grèce.

L'épuration, d'abord, en prouvant notre bonne foi, nous rendra devant les peuples, la place qui fut toujours la nôtre.

Sans doute les drôles qui ont trahi nous intéressent fort peu. Ils sont au-dessous du mépris. Mais c'est l'honneur de la France qui exige que justice soit faite.

Si le glaive de la justice hésitait devant le misérable vieillard qui, par ambition, a vendu son pays, devant la bande de ratés qui l'a suivi dans son forfait, le monde nous soupçonnerait toujours d'en ne sait quel consentement obscur au pétainisme.

Nos ennemis, — qui sait ? nos amis — se demanderaient toujours si au fond, tout au fond, nous n'avons pas été vaguement contents de trouver un vieux Maréchal pour nous dispenser de nous battre.

Pour écarter de nous ce soupçon infamant, un moyen un seul : la justice.

Justice d'Etat, comme l'a dit de Gaulle, justice rendue au nom de la Nation dans la plénitude de la lumière et du Droit, justice serene, mais justice inflexible.

Le procès de Pétain et de ses ministres n'est pas la seule mesure que réclame la France trahie.

Le pays demandera des comptes aux généraux, aux amiraux qui, après avoir déserté le combat sont devenus des profiteurs de la défaite, — aux fonctionnaires, qui au lieu de contrecarrer l'action cichyssoise, se sont rués dans la collaboration, — aux chefs de bande qui ont levé des mercenaires pour l'Allemagne, — aux parlementaires qui, élus pour défendre la France et la République, ont suivi Pétain sur les routes de Vichy et de Montoire, — aux écrivains, journalistes, speakers de radio qui ont servi la propagande hitléro-pétainiste, — aux charognards qui ont ramassé des fortunes dans le désastre, aux mouchards qui ont livré des Français à la Gestapo.

Quand ce travail sera accompli, quand les uns seront fusillés, les autres déchus de la nationalité française, les autres du droit d'écrire ou d'exercer des fonctions publiques, le vrai visage de la France reparaitra devant les Nations, et celles-ci, la retrouvant, l'appelleront spontanément à la place qui fut de tout temps la sienne.

Est-il téméraire de dire que la France a trouvé dans l'épreuve même des raisons nouvelles de reprendre le grand rôle que son passé lui assigne ?

Ce serait mal la connaître que de l'imaginer brisée par le malheur : en touchant le fond de la souffrance et de l'humiliation, elle

a senti plus vivement en elle ce grand élan révolutionnaire qui, si souvent l'a soulevée.

Tandis que Vichy se vautrait dans la honte, les Français ont réfléchi. Par delà la personne des traîtres ils ont cherché les causes de la trahison et ils sont arrivés à cette conclusion que seule une révolution, — une nouvelle révolution française, — pouvait atteindre et balayer ces causes.

Car enfin, qu'un Maréchal ait trahi, c'est lamentable, c'est monstrueux, mais ce n'est pas sans exemple : avant Pétain il y a Bazaine, avant Bazaine Marmont, avant Marmont Dumouriez, avant Dumouriez Condé, avant Condé le connétable de Bourbon.

Ce qui, en 1940, sollicite la pensée anxieuse des Français, c'est l'étendue de la trahison. Quelques milliers de traîtres, sur quarante millions, ce n'est rien, en un sens, mais ce rien est énorme. Au sein de quel désordre moral ont pu se recruter ces hommes ?

La réponse s'impose vite à tous : la pourriture que représente la Cinquième Colonne, c'est celle qu'a fait naître en France le règne de l'Argent-Roi.

Rien de commun avec Quatre-Vingt-Treize. Sous la Révolution des Vendéens font cause commune avec l'ennemi. Ils ont tort. Mais sous la lutte impie qu'ils déclenchent, il y a quelque chose de noble : un conflit d'idées. Le républicain, qui défend la Patrie et la Liberté sert un idéal ; le Vendéen qui défend le Trône et l'Autel sert un idéal. La Vendée, dans notre histoire, est une tache de sang, non une tache de boue.

Toute autre est la trahison de 1940. De Gaulle, c'est la France, Vichy, c'est la fange.

D'où vient cette fange ? Du règne de l'Argent.

La Troisième République, fidèle à l'idéal de 89, fait l'expérience héroïque de la Liberté totale : liberté de conscience, liberté de parler et d'écrire, liberté d'association.

Malheureusement, en affirmant les droits « de l'homme » et les droits « du citoyen », elle néglige, malgré les appels de Jaurès, de préciser les droits « du travailleur ».

Résultat : à la faveur de la liberté, consentie à tous et à tout, on voit se constituer des coalitions d'intérêts privés : banques, métallurgie, textiles, houillères, électricité, engrais, assurances, etc.. Une nouvelle « féodalité » apparaît, la Féodalité du profit.

Dans cette féodalité on n'est pas royaliste ou républicain, catholique ou rationaliste, juif ou protestant : on est profiteur.

Que la République vous permette de trafiquer, on est pour la République ; qu'elle vous l'interdise, on est contre.

Que la France vous permette de profiter, on est pour la France ; qu'elle vous l'interdise on est contre.

Une seule devise : **Argent d'abord !**

Cet état d'esprit, d'abord confiné dans les milieux de trusts, fait vite tache d'huile. Les grands féodaux, pour assurer leur régime, achètent, argent comptant, des gens dits du monde, des académiciens, des généraux en retraite, des hommes politiques, des écrivains, des journalistes. Chaque trust devient un centre de putréfaction morale.

Vous cherchez où s'est recrutée la Cinquième Colonne ? C'est là, dans cette pourriture.

L'un dit : « Hitler me donnera une bonne place », l'autre « Hitler matera mes ouvriers », l'autre « Hitler protégera mes sous ». Il n'en faut pas plus : la France est trahie.

Parce qu'elle a discerné cette cause profonde de la trahison, la France d'aujourd'hui, la vraie France, s'est juré d'en finir avec le mal qui a failli l'emporter : comme elle a jeté bas naguère la Bastille du despotisme, elle jettera bas demain la Bastille de l'Argent. Elle nationalisera, d'un geste révolutionnaire, les banques, les assurances, la métallurgie, l'électricité, toutes les grandes industries clés ; elle nationalisera le commerce d'importation et d'exportation ; elle arrachera les ouvriers, les artisans, les cultivateurs, les consommateurs aux griffes de la Féodalité du Profit : elle fera le Quatre-Vingt-Neuf économique.

Mais, bien entendu, au pays de 89, il ne saurait être question de toucher à la liberté de conscience, à la liberté de parler, à la liberté d'écrire, à la liberté d'aller et de venir, à la liberté syndicale : c'est donc dans la liberté, par la liberté que la France, fidèle à son génie, fera sa Révolution.

La Patrie toute-puissante, mais une patrie d'hommes libres.

Souveraineté de la Nation, mais souveraineté de la conscience.

Voilà l'idéal que l'épreuve a mûri en silence au cœur des Français ; voilà l'idéal dont ils ont décidé qu'ils feraient une réalité.

Œuvre aisée ? non certes, œuvre héroïque, mais digne du génie de la France et qui la portera d'un coup à l'avant-garde du progrès humain.

Sur les ruines de l'effroyable régression fasciste un monde nouveau est en train de naître.

Deux idées-forces déjà l'illuminent.

D'un côté, il y a le grand principe collectiviste dont l'U.R.S.S. a prouvé magnifiquement la puissance pratique et la puissance morale. Pour défendre, avec la terre natale, le grand principe de justice qui au règne du profit substitue le règne du travail, au culte de l'intérêt privé, celui de l'intérêt commun, un peuple immense, a pris les armes et, en même temps qu'il prouvait la puissance créatrice du travail nationalisé il a prouvé la puissance morale de son idéal politique. Il a fait jaillir les machines et fait jaillir les sacrifices. Il a placé devant l'histoire la Russie de Quarante-Deux à côté de la France de Quatre-Vingt-Treize.

De l'autre côté, il y a l'idéal de Liberté dont les peuples Anglo-Saxons ont prouvé aussi la vertu créatrice. Parce que ces peuples mettaient au-dessus de tout l'individualisme, les Droits de l'Homme, le fascisme a déclaré méprisamment qu'il les écraserait d'un coup : comment des nations libres pratiquant, favorisant l'opposition, pourraient-elles résister à des masses rivées en bloc par l'effroyable discipline totalitaire ? Mais, en fin de compte, c'est le totalitarisme qui s'est écroulé, et la défense des Droits de l'Homme a conduit les Anglo-Saxons à la victoire.

Nous Français, sommes au confluent de ces deux grandes idées-forces : communisme, liberté.

Ayant été conduits au bord de l'abîme par le travail de corruption des trusts, nous brûlons d'établir enfin la souveraineté économique de la Nation.

Ayant connu, par l'occupation hitléro-pétainiste, les hontes de la servitude, nous brûlons de faire revivre les libertés qu'avaient conquises nos pères.

Nous sommes donc, plus que jamais, au cœur du grand problème qui s'impose à l'humanité tout entière et dont la solution fixera pour longtemps son destin.

A nous de trouver cette solution ; à nous de concilier, dans notre construction révolutionnaire, le communisme qui est justice, la liberté qui est noblesse.

Dans les luttes de la résistance, dans les douleurs de l'oppression subie, nous avons vu s'abaisser bien des barrières qui nous séparaient les uns des autres ; nous avons retrouvé quelques-uns de ces élans d'unanimité qui animaient nos aïeux au jour où tombait la Bastille. Cela même nous ouvre la porte des grandes tâches et des grands espoirs. Ne nous laissons pas prendre au langage perfide de ceux qui nous invitent à une petite vie sage et modeste, à une cure d'expiation. C'est aux traîtres d'expié, non aux trahis. Loin de nous replier sur nous-mêmes allons joyeusement de l'avant. Que les audaces de demain fassent oublier l'éclipse d'hier ! Que nos enfants puissent chanter à nouveau ce qu'ont chanté nos aïeux, ce que nous avons chanté nous-mêmes :

LE JOUR DE GLOIRE EST ARRIVÉ !

Cette brochure, destinée à faire connaître la vérité au peuple français, a été rédigée, imprimée, publiée et diffusée clandestinement en France, sous l'occupation nazie, au mois de février 1944
